

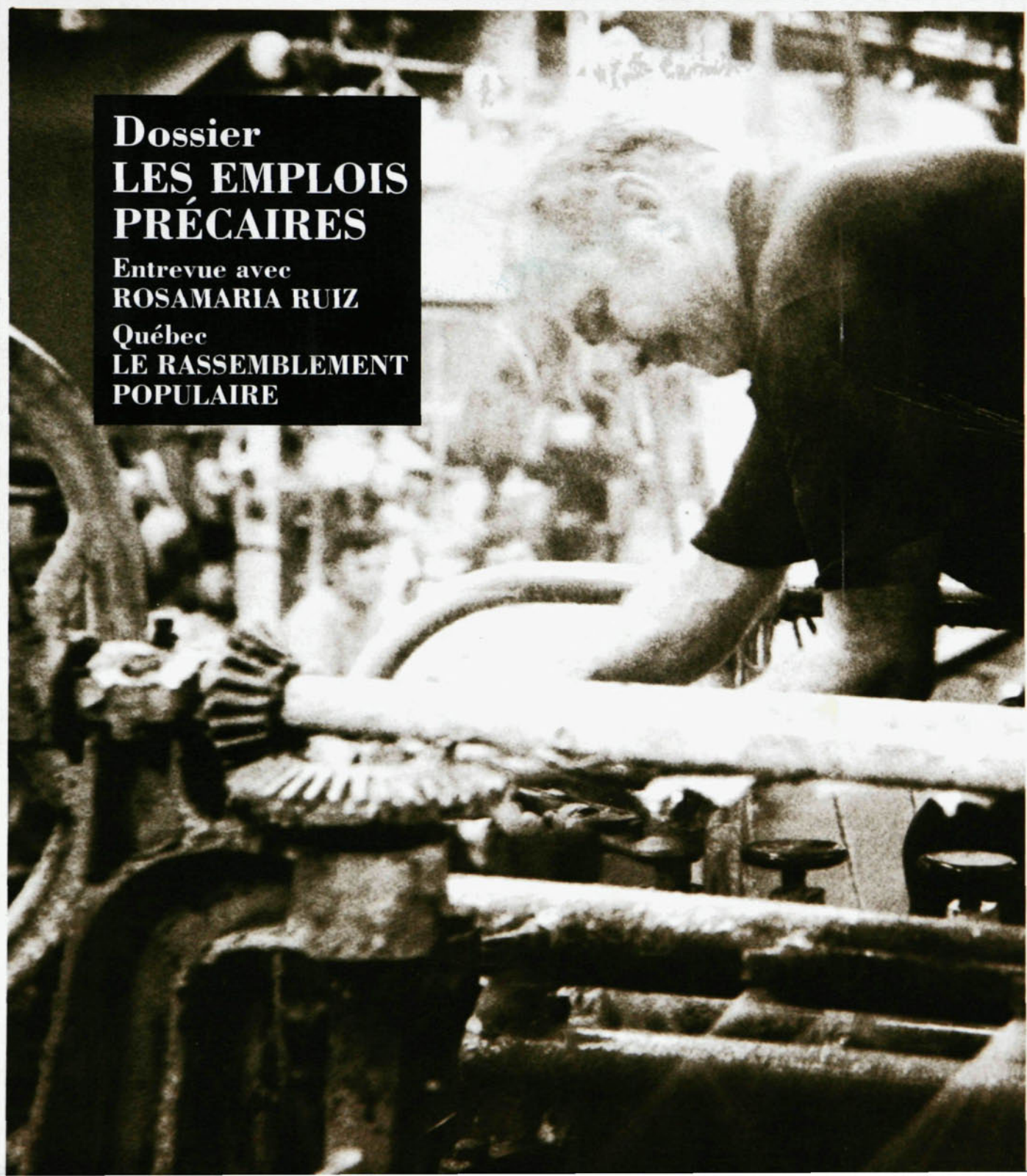
# VIE

## OUVRIERE

### Dossier LES EMPLOIS PRÉCAIRES

Entrevue avec  
ROSAMARIA RUIZ

Québec  
LE RASSEMBLEMENT  
POPULAIRE



NICARAGUA, DIX ANS DE REVOLUTION

# NICARAGUA DIX ANS DE REVOLUTION



JACQUES SAINT-AMANT

EDITIONS VIE OUVRIERE

EDITIONS VIE OUVRIERE

Vous pouvez vous procurer ce livre, au coût de 10\$ + frais d'envoi:

à **Vie Ouvrière**  
1212 Panet  
Montréal H2W 2Y9  
523-5998

à **Développement et Paix**  
5633 Sherbrooke est  
Montréal H1N 1A3  
257-8711  
(à partir du 25 août)

À surveiller dans le  
prochain numéro  
**SEPTEMBRE-OCTOBRE**

✓ **L'état de la  
démocratie**

✓ Une entrevue avec  
**Nicole Boudreau**  
ex-présidente de la SSJB-M

✓ **Élections 1989**

QUINZE ANS...DEJA

*A cet âge,  
on ne manque pas de coeur  
à l'ouvrage!*

*Le Centre St-Pierre  
est fier de ses réalisations  
et entend continuer d'être  
au service  
des adultes des milieux populaires*



1212, rue Panet  
Montréal H2L 2Y7  
(514) 524-3561

*Les spécialistes  
de l'impression*  
COULEURS ET NOIR & BLANC

- JOURNAUX
- BROCHURES
- MAGAZINES
- BOTTINS
- ALBUMS À COLORIER
- LIVRES

Pour les P.M.E.

Pour estimation gratuite:  
JACQUES GIRARD  
Service à la clientèle  
TÉL.: (514) 672-6380

 **PAYETTE  
& SIMMS  
INC.**

Imprimeur spécialisé  
en édition  
Printers specializing  
in publications

300 Arran Saint-Lambert, Qué J4R 1K5  
(514) 672-6380 - (514) 875-0327 - Fax. 672-1481  
Extérieur de Montréal: 1-800-361-6528

# SOMMAIRE

ICI ET AILLEURS...

**Les bouchers de Pékin** 5  
par Pierre Vallières

**L'exil au Nord** 14  
par Pierre Viau

**Les Skin Heads:  
la tentation raciste** 28  
par Daniel Hubert

**Le réveil des  
nationalismes  
en U.R.S.S.** 30  
par Dominique Arel

**En bref** 4

**Chronique insolente** 23  
par Nicole Brais

**Bande dessinée** 23  
par Vivian Labrie

**En mouvements** 24  
par Jean-Pierre Wilsey

**Le tour du Québec** 27  
par Jean Forest

**Courants d'espoir** 33  
par Julie Perreault

DOSSIER

**Les emplois précaires** 15  
par Jean Robitaille et Jacques  
St-Amant

*La précarité des emplois, c'est  
comme la loterie. Avant le tirage,  
tous et toutes ont autant de chan-  
ces de gagner. Après, on compte  
surtout des perdant-e-s.*

ENTREVUE

**Rosamaria Ruiz:  
Le Sud parle au Nord** 6  
par Josée Gauthier

*Bolivienne, Rosamaria Ruiz invite  
les Canadien-ne-s à la solidarité,  
surtout à l'heure du libre-échan-  
ge. "J'ai parfois l'impression, dit-  
elle, que les pays du Nord sont à  
moitié endormis."*

CHOC DES IDÉES

**Québec: Pour ou contre le  
Rassemblement  
populaire** 11

par Réjean Lemoine et  
Marc Boutin

*Un débat qui ressemble à celui  
soulevé par l'élection du RCM à  
Montréal.*



JORGE GUERRA



JORGE GUERRA



FRAPRU

## L'APPAUVRISSMENT AU QUÉBEC: UNE SITUATION CRITIQUE

L'appauvrissement des familles et des personnes seules au Québec se confirme. Dans un étude récente, publiée à Ottawa le 15 juin dernier, le **Conseil canadien de développement social** souligne que le Québec compte à lui seul 33% des 895,000 familles vivant sous le seuil de la pauvreté et 30% des 1.137 million de personnes seules dans la même situation.

De plus, le nombre de familles et d'individus vivant sous le seuil de la pauvreté **augmente plus rapidement au Québec que partout ailleurs au Canada.**

Les couches sociales les plus touchées sont les femmes seules; les jeunes célibataires qui se retrouvent sur le marché du travail sans avoir complété leurs études secondaires; les enfants et les ménages dont le chef est âgé entre 25 et 34 ans. Le portrait plus précis des Québécois-e-s les plus démunis-e-s démontre que dans 14% des 615,000 ménages touchés, le chef est âgé de moins de 25 ans et que dans 23% des cas, il est âgé de 25 à 34 ans. Dans les communautés québécoises de plus de 100,000 habitants, on retrouve 429,000 ménages vivant sous le seuil de la pauvreté. Dans les régions rurales 60,000 ménages vivent sous ce seuil critique.

Au fil des ans, le Québec est devenu la province la plus pauvre du Canada après Terre-Neuve. Et la tendance enregistrée ces dernières années laisse clairement entrevoir une aggravation de la situation dans le proche avenir. Ceci veut dire que la croissance économique ne profite qu'à un nombre de plus en plus petit de "chanceux". Pour les autres, en particulier les moins de 35 ans, la crise du travail, conjuguée à celle de la famille, accentue l'état de précarité économique et sociale.

## PAUVRETÉ ET SANTÉ MENTALE: UN SILENCE TROUBLANT

Tel est le thème du **12<sup>e</sup> Colloque annuel en santé mentale** qui se tiendra les 14 et 15 septembre prochains, à l'Université du Québec à Montréal. Trois grands axes de discussion domineront les conférences et ateliers: 1. La pauvreté en 1989; 2. Les relations pauvreté-santé mentale; 3. La lutte à la pauvreté: stratégies institutionnelles et alternatives.

Durant les deux jours, il y aura 10 conférences et pas moins de seize ateliers. De plus, les personnes intéressées pourront visionner différentes productions en santé mentale. Le jeudi soir, à 19h00, Jim Corcoran donnera un spectacle à l'intention des participant-e-s.

Pour renseignements supplémentaires, on peut composer le numéro de téléphone (514) 844-5536.

## COOPÉRATIVES JEUNESSE

Le Comité provincial des coopératives de travail a mis sur pied des coopératives jeunesse de services à Victoriaville, Sherbrooke, Hull et Buckingham. Grâce à ces quatre projets, neuf emplois pour étudiants ont été créés cet été. Les étudiants embauchés sont appelés à jouer le rôle de personnes-ressources auprès de jeunes désireux de mettre sur pied leur propre coopérative de travail.

Rappelons que le Comité provincial des coopératives de travail offre divers programmes de **formation à la coopération** tant aux jeunes qu'aux adultes. Pour de plus amples informations à ce sujet, composer le (514) 522-1744.

## LA RENCONTRE

Le mouvement La Rencontre fête cette année son **25<sup>e</sup> anniversaire d'existence**. À cette occasion, un Congrès d'envergure nationale aura lieu au Colisée de Québec, le samedi 14 octobre 1989. S'y retrouveront des anciens du Québec, d'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Angleterre. Pour informations, composer le 1-(418)-623-7599.

### VOLUME XXXVIII - numéro 219

**Vie Ouvrière.** Revue fondée en 1951, publiée en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de positions éditoriales n'impliquent cependant pas ces organisations. Les articles n'engagent que leur auteur-e.

**Directeur:** Gilles Dugal. **Conseil de direction:** Guy Desmarais, Reynald Labelle, Louise Lafortune, Monique Pellerin, Roger Poirier. **Rédacteurs en chef:** Jean Robitaille et Pierre Vallières (par intérim). **Comptabilité, abonnements et traitement de texte:** Yolande Hébert-Azar et Josée Beaudry. **Promotion:** Richard Tremblay. **Recherche:** Jacques St-Amant.

**Comité de rédaction:** Nicole Brunet, Jean-Guy Casaubon, Isabelle Drolet, Guy Etienne, Lorraine Guay, Claude Hardy, Johanne Léveillé, Monique Tremblay, Pierre Vallières.

**Membres des sous-comités, Vivre en '89, En mouvements, Église, International et collaborations régulières:** Nicole Brais, Laurier Caron, Jacinthe Chicoine, Martine D'Amours, Louise Desmarais, Josée Desrosiers, Danielle Forest, Kenneth George, François Gervais, Claude Hardy, Jean-Guy Lacoursière, Diane Lalancette, Henri Lamoureux, Fabien Leboeuf, Lucie Lépine, Jean Ménard, Jean-Hugues Roy, François Saillant, Élyse Tremblay, Pierre Viau.

**Graphisme et montage:** Folio et Garetta. **Bande dessinée:** Vivian Labrie. **Imprimerie:** Payette et Simms. **Composition linotronique:** Typo Express. **Distribution:** Diffusion Parallèle, tél: (514) 525-2513. **Parution:** (8 numéros). **Abonnement régulier:** 18\$/an ou 32\$/2ans, **de soutien:** 25\$/an, **à l'étranger:** 23\$, **par avion à l'étranger:** 30\$. **Parution:** n°219 au mois août.

**Références:** Les articles de la revue **Vie Ouvrière** sont répertoriés dans le répertoire analytique d'articles de revues (Points de repère). Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec ISSN 0229-3803. Courrier de deuxième classe, enregistrement n° 0220.

**Revue Vie Ouvrière, 1212 Panet, Montréal, Qc. H2L 2Y7. Tél: (514) 523-5998.**

# 北京 的 槍

## LES BOUCHERS DE PÉKIN

par Pierre VALLIÈRES

Le principal résultat de l'insurrection pacifique de Pékin, un résultat d'une signification considérable, n'est pas d'avoir ébranlé le système politique chinois, mais bien plutôt d'en avoir dévoilé la vraie nature. Mis à nu par les événements, le régime communiste de Pékin est devenu tout d'un coup, pour la masse des Chinois comme pour le monde entier, un **anachronisme complet**.

Bien qu'encore efficace en matière de répression sanglante (on l'a vu en juin), le régime communiste chinois est totalement incapable de gérer aussi bien les réformes économiques, initiées depuis dix ans, que la libéralisation politique *de facto*, née de l'ouverture croissante de la Chine sur l'extérieur.

Le soulèvement de Pékin, qui annonce l'effondrement final du communisme chinois, n'a pas surgi du néant. Il a été précédé et préparé par la perte de contrôle de l'appareil économique. En effet, les réformes préconisées par Deng Xiaoping ont entraîné, entre autres, une ouverture très large de l'éventail des revenus et provoqué la naissance d'une opulente classe de profiteurs (les "corrompus" dénoncés par les contestataires de la place Tiananmen). Les personnes à revenus fixes (l'immense majorité) ont été rapidement paupérisées, par suite de l'inflation galopante "libérée" par le marché et la spéculation. Les fonctionnaires, ces mal aimés de tous les régimes, ont dû, pour survivre, se résigner à des combines pas très propres. Quant aux étudiants, ils se sont mis à contester une hiérarchie arbitraire des salaires qui fait que les intellectuels sont les plus mal payés des Chinois. Bref, l'étendue des

inégalités dans tout le pays a fait naître une crise sociale de plus en plus difficile à "gouverner".

Cette crise, vivement ressentie autant par les mineurs de fonds, les ouvriers, les paysans et les fonctionnaires que par les étudiants et les intellectuels de Chine, a finalement débouché sur un vaste mouvement populaire de désobéissance civile auquel le pouvoir, après plusieurs semaines d'affrontements internes à huis clos, a choisi de riposter par les armes.

Mais les chars de l'Armée chinoise sont ceux du désespoir. Les revendications démocratiques, formulées par les différentes classes de la société chinoise, ne peuvent plus être étouffées, ni par la terreur ni autrement. Comme partout ailleurs dans le monde communiste, la démocratie travaille la société en profondeur et les réformes économiques déjà engagées n'en font qu'en précipiter les échéances.

Comme ceux de Moscou, de Budapest ou de Varsovie, les réformateurs de Pékin ont l'histoire pour eux. La réaction des conservateurs octogénaires ne peut être forcément que provisoire.

La force du mouvement démocratique en Chine ira en s'amplifiant. Même si la dictature a encore les moyens de bouger et de massacrer. Pour les centaines de millions de Chinois, le mépris a assez duré, la dictature assez vécu. Le fait qu'une des plus vieilles et des plus peuplées parmi les nations de la terre soit à présent engagée dans une lutte héroïque pour la démocratie constitue un événement d'une immense portée pour le monde entier.


Le dernier sursaut des bouchers de Pékin n'y peut rien changer. La vérité est du côté du peuple chinois. Et on ne tue pas facilement un milliard cent millions d'hommes et de femmes affamé-e-s de liberté.

Comme le notait François Berger, dans *La Presse* du 18 juin 1989: "*Si les réformes politiques sont actuellement battues en brèches, elles devront tôt ou tard être engagées, d'autant plus que la jeunesse chinoise (la moitié de la population n'a pas vingt ans) va vouloir, et devoir, participer au partage des bénéfices économiques, ce partage étant bien sûr d'essence politique*" ■

**Josée Gauthier**, qui assumait la tâche de rédactrice en chef à V.O., depuis septembre 1988, nous a quittés à la fin de mai. Nous profitons de l'occasion pour la remercier chaleureusement de la contribution importante au renouveau de V.O., notamment par son souci constant de rendre la revue accessible et d'une grande qualité visuelle. Nous avons ainsi pu apprécier ses belles qualités professionnelles, son dynamisme et son souci d'élargir à tous les milieux la clientèle de V.O. Bonne chance, Josée, dans tes nouveaux défis.

Depuis le 1<sup>er</sup> août, **Myriame El Yamani**, qui a déjà collaboré à la *Vie en rose*, *Vent d'est* et *Vice Versa*, est la nouvelle rédactrice en chef de Vie Ouvrière. C'est dire que Myriame est résolument féministe. Elle a aussi des contacts dans les milieux écologistes, culturels et internationaux. Nul doute qu'elle saura imprimer sa marque à la revue, avec Jean Robitaille qui poursuit son travail à V.O. depuis un an déjà. Bienvenue donc, Myriame, parmi nous.

L'équipe



Une entrevue avec Rosamaria RUIZ,  
bolivienne

**LA  
CONSCIENCE  
DE LA  
SOLIDARITÉ**

JORGE GUERRA



**R**osamaria Ruiz est bolivienne. Conférencière invitée au Congrès de mai dernier du CCA, le Comité canadien d'action sur le statut de la femme, elle a séjourné quelque temps au pays. Le temps de donner des causeries à Montréal et Québec. Le temps aussi d'accorder une longue entrevue à **Vie Ouvrière**.

Il s'agissait un peu d'une première ou du moins d'un événement rare. Cette journée-là, le vent avait tourné et la girouette indiquait Sud-Nord. Un Sud qui regardait son vis-à-vis avec les yeux de l'expérience. Un Sud qui voulait, en fait, venir en aide au pôle Nord.

J'ai rencontré Rosamaria Ruiz chez Madeleine Parent, grande syndicaliste du textile et membre active du CCA. Alors que je n'étais pas encore de ce monde, mon père a travaillé aux côtés de Madeleine, dans le conflit de la *Ayers Limited*, à Lachute. Assise dans la berceuse, je me disais que c'était là une bien belle façon de clore mon aventure à **Vie Ouvrière**...

Propos recueillis en espagnol par Josée GAUTHIER  
Collaboration à la traduction: Gunercinda FERNANDEZ

**V.O.:** "Journaliste, travailleuse en santé et animatrice d'ateliers chez les paysannes de Bolivie." Voilà comment on vous présente dans l'invitation à votre causerie montréalaise. Cela vous satisfait?

**Rosamaria Ruiz:** Je ne sais jamais vraiment comment me présenter. Ma vie a été tellement variée... J'ai étudié la médecine pendant quelques années, puis j'ai voulu me créer un programme personnel à l'université, car ce qui était formellement offert ne me convenait pas. J'ai donc proposé quelque chose qui réunissait l'aspect éducatif, syndical et de développement. C'est à cette époque que j'ai étudié avec Ivan Illich<sup>(1)</sup>, à Cuernavaca... Une belle époque de discussions franches où j'ai beaucoup appris. Tout en voyageant en Amérique latine, j'ai terminé mon cours avec le titre suivant: spécialiste en éducation et développement de communautés.

Par la suite, j'ai accidentellement réalisé un rêve: faire des films. L'un d'entre eux a porté sur le travail à la chaîne dans la zone franche Mexique - États-Unis.

J'ai aussi fait du journalisme par pure préoccupation de dénoncer ce qui ne l'était pas. C'est ainsi que j'ai participé à l'aventure de l'hebdomadaire **Aqui** (N.D.L.R.: Ce qui signifie "Ici") fondé en 1979 par Luis Espinal, un Jésuite qui est depuis devenu un véritable héros national. Après un an de publication, les para-militaires ont séquestré Luis et l'ont torturé. Ce n'est qu'en '83 que nous avons pu reprendre la parution de **Aqui**. Nous avons dès lors publié les noms des para-militaires et les crimes commis, exigeant du gouvernement que justice soit faite. Le travail de recherche que nous avons dû faire sert encore aujourd'hui aux jugements de responsabilité contre le général Garcia Meza, ex-dictateur de Bolivie.

**V.O.:** C'est justement à cause de Garcia Meza que vous avez dû quitter la Bolivie en 1980...

**R.R.:** Oui. J'y suis revenue trois ans plus tard. À l'extérieur du pays, j'ai surtout travaillé avec les femmes, dont ce film dont j'ai déjà parlé sur les chaînes de

montage global. Au retour en Bolivie, j'ai voulu poursuivre dans ce sens et c'est ainsi que j'ai entre autres œuvré pour la Fédération des paysannes de Bolivie.

**V.O.:** Avant d'aller plus loin, quel est le sens de ce mot "paysanne"?

**R.R.:** C'est à travers notre histoire que je peux le mieux expliquer ce qu'est la réalité paysanne. Alors voilà... Nous sommes un pays majoritairement constitué d'Indiens de plusieurs cultures. À cause des tares laissées par la colonie, pour certaines personnes de Bolivie, le mot "Indien" est malheureusement une insulte. Selon moi, il devrait plutôt être source de fierté... Les paysans sont ces gens qui vivent à la campagne et tirent leur subsistance de la terre. Dans l'histoire, on a violé tous leurs droits. Durant des siècles, on a volé leurs terres pour les donner aux églises et aux propriétaires fonciers. En 1952, au moment de la réforme agraire, au lieu de remettre les terres à la communauté, on en a remis des parcelles à chaque famille. Ce qui a créé un désagrégation épouvantable, des disputes internes et des problèmes d'héritage. On a assisté à une rupture terrible du tissu social. La Révolution de '52 a bien sûr connu des aspects très positifs (abolition de l'esclavage, octroi du droit de vote aux Indiens et aux femmes, etc.), mais elle a aussi entraîné des conséquences très négatives comme celle de briser les communautés paysannes. Pour que le portrait de la situation soit complet, il faut aussi ajouter que pour "vivre", des paysans et des paysannes doivent aller à la ville. Là, ils s'assimilent et perdent leur identité. Ils doivent modifier leur façon de s'habiller et de parler. Renier en quelque sorte ce qu'ils sont.

**V.O.:** Le racisme est à ce point fort dans les villes?

**R.R.:** Il y a malheureusement un profond racisme dans notre société. Tu te présentes par exemple à un micro. Rien d'étonnant à ce qu'une femme te crie: "Que fait cette cochonne d'Indienne au micro? Elle nous salit..."



Rosamaria Ruiz, en compagnie de la célèbre syndicaliste Madeleine Parent.

JORGE GUERRA

Il y a aussi un autre type de racisme. Certains groupes qui se disent "indigénistes" sont racistes envers les Blancs. Pour eux, c'est là une façon de s'identifier politiquement. Selon moi, tout cela est un peu absurde. Nous sommes un pays d'indigènes. Nous sommes la majorité. Nous ne devrions pas avoir à nous affirmer. Mais l'indigénisme est très à la mode dans les pays du Nord. Si tu fais partie d'un groupe indigéniste, on t'emmènera à des conférences à Genève ou ailleurs. On te donnera même de l'argent.

Il y a aussi, de la part des indigènes, ce que je n'appellerais pas du racisme mais plutôt de la méfiance envers les Blancs. Ce qui, après 500 ans d'exploitation, est tout à fait normal!

**V.O.:** Vous animez des ateliers chez les paysannes de Bolivie. Vous êtes donc une fois de plus engagée au mieux-être de votre communauté. Venez-vous d'une famille éveillée sur le plan social?

**R.R.:** Mon père est mort lorsque j'avais sept mois. Ma mère s'est alors retrouvée sans le sou, endettée, avec deux petites filles à faire vivre. À une époque où une femme de sa classe sociale ne travaillait pas. Elle était de la bourgeoisie, ce qui sert à bien peu si tu n'as rien à manger! (Rires) Ma mère est très courageuse; elle a finalement réussi à vendre de l'équipement minier à la commission. Nous sommes donc parties pour les mines. Cela a été, pour moi, une chance inouïe: celle de voir la réalité de près.

Même si ma mère ne veut rien savoir

de la politique, elle a une très grande conscience de la justice sociale. Bien qu'elle ne sache rien des partis politiques ni des syndicats, je crois que dans la pratique, c'est une femme politique.

### **Vous devez apprendre de notre expérience!**

**V.O.:** Le quotidien des gens de votre pays est fait de disparitions et de torture. Voilà des horreurs que nous connaissons bien peu dans le Nord. Comment alors créer des liens de solidarité entre deux réalités si différentes?

**R.R.:** La réalité est différente, c'est vrai, mais nous sommes finalement à l'intérieur d'un même système. Ce traité que vous venez de signer avec les États-Unis vous rapproche d'ailleurs de plus en plus de notre réalité. Il est faux de penser que la solidarité doit aller du Nord au Sud. Je crois même que c'est de contraire... Vous devez apprendre de notre expérience pour éviter qu'ils ne vous arrivent la même chose qu'à nous. Grâce à la répression qui sévit dans les pays du Sud, il y a un système économique qui est arrivé à son terme. Le gain est le seul but de ce système pour qui la vie d'un être humain n'a pratiquement pas de valeur. Pour chaque minute de conversation que vous avons, vous et moi, en Amérique latine deux enfants meurent de faim. Et combien est-ce dans le monde? Il y a un système social, économique et politique qui perpétue la pauvreté et s'organise autour de cette dernière. Aux Philippines, par exemple, le gouvernement planifie

son économie à partir de la prostitution des femmes. Il en fait même la publicité...

Hier<sup>(2)</sup>, il y a eu des élections en Bolivie. Voilà une façon de faire croire à la "démocratie"... Mais c'en est une du style de l'Argentine ou du Brésil, rien de plus qu'un outil au service d'un système économique supranational sans aucun contrôle des pays en cause.

**V.O.:** Comment se caractérise ce système supranational aux allures de fantôme?

**R.R.:** Il s'agit d'une économie beaucoup plus forte que celle de n'importe quel pays, y compris les États-Unis. Son capital est d'ailleurs beaucoup plus grand que le capital américain. Pour saisir d'où vient cette puissance supranationale, il faut se référer à la situation économique en vigueur depuis la Seconde Guerre mondiale. On arrive inévitablement à la création de la Banque mondiale qui, à une époque de récession, s'est mise à offrir des prêts d'argent à divers gouvernements. À cette époque, la révolution cubaine venait d'avoir lieu et faisait la démonstration de la viabilité d'un système au service du peuple et non du profit. C'est alors qu'est apparu un courant révolutionnaire dans nos pays. Les dictatures militaires se sont bien sûr de suite imposées: des gouvernements totalitaires irresponsables, heureux de recevoir des dollars qu'ils pensent à voler et non à investir dans le pays. Pas plus que les banques, les régimes en place ne mesurent les conséquences de leur geste. Résultat: la dette extérieure de la Bolivie s'établit aujourd'hui à 5 000 millions de dollars!

La Bolivie est aussi marquée par le trafic des narcotiques financé à même les prêts de supranationales. Le dictateur Hugo Banzer a institué l'industrie de la cocaïne avec ces prêts que nous devons aujourd'hui payer. Plus de 60% de nos revenus d'exportations y passent. Ce trafic que veulent apparemment combattre actuellement les États-Unis s'est mis en place avec leur propre appui au dictateur du temps. On sait d'ailleurs maintenant que les États-Unis utilisent cette industrie pour financer, par exemple, les Contras au Nicaragua.

**V.O.:** Vous disiez plus tôt que nous faisons partie du même système. Qu'entendez-vous par là?

**R.R.:** Les chiffres de la Communauté

économique européenne révèlent que 25% des jeunes de moins de 25 ans ne trouvent pas de travail. Il n'y a donc plus cette protection, cette immunité d'être un pays du Nord qui possède des richesses. Il importe peu à l'économie supranationale d'en enlever au Canada, aux Philippines ou à la Bolivie. L'important, c'est de faire de l'argent. De nos jours, le Canada importe cette politique économique-sociale néfaste. Si cela continue, le Canada pourrait bien se retrouver d'ici une dizaine d'années avec des enfants qui meurent de faim. En Bolivie, 70% des femmes enceintes sont sous-alimentées et anémiques. Je suis certaine qu'il y a chez vous des femmes qui sont dans de telles situations et qui donneront naissance à des enfants dont l'avenir sera incertain. Voilà pourquoi je vous conseillais d'apprendre de notre expérience...

La solidarité est impérative pour notre survivance au niveau global. Il ne s'agit plus de donner une aumône pour un projet quelconque dans tel ou tel pays mais de créer, à l'intérieur de chacun de nos pays, une structure qui puisse nous défendre contre ce système supranational. Nos organisations nationales devront en créer d'autres au plan international afin de contrôler une puissance politique aussi féroce que l'est la puissance supranationale.

### La coopération internationale? Un modèle néfaste!

**V.O.:** On parle souvent ici de l'aide accordée aux pays du Sud ou de la coopération internationale. Vous qui voyez de près la réalisation de tels projets, qu'en pensez-vous?

**R.R.:** À l'époque de la domination espagnole en Amérique, il y avait, entre autres, des plantations de bananes. Contrôlées de l'extérieur, ces plantations avaient leurs administrateurs nationaux. Je crois que les projets ont une structure semblable. C'est là une forme plus ou moins subtile de privatiser l'État qui, lui, s'en lave les mains puisque les projets font le travail à sa place. Les gens ne protestent pas parce que même si c'est peu, il y a eu moins quelque chose qui apaise la situation. Et dire que tout cela dépend de donations supposément de qualité venues de l'extérieur... Trois projets non gouvernementaux de La Paz

bénéficient à eux seuls d'un plus grand budget que la totalité de celui du ministère des Affaires paysannes et agricoles...

Les projets te donnent un salaire en argent à une époque où le chômage —selon les chiffres mêmes du gouvernement— est de 34%. Cela te donne aussi du prestige et te permet l'accès à une classe sociale internationale à l'aise qui n'a rien à voir avec notre réalité quotidienne. Cela te permet de voyager et de t'acheter des livres; ce qui, en Bolivie, signifie un style de vie extrêmement privilégié. On te fait croire que tu fais quelque chose de valable avec la garde-rie, le poste sanitaire ou la pépinière et que tu instruis les paysans. Ce que tu fais alors, c'est remplir un vide laissé par l'État qui n'assume pas ses responsabilités. Si l'on coupe l'argent venu de l'extérieur, tu devras t'en aller et le vide restera là sans que l'État ni personne ne fasse rien. Pour moi, c'est vraiment un modèle néfaste.

Pour ce qui est des coopérants, je serai franche. Il y a tellement de chômage chez les professionnels de mon pays que je me demande bien pourquoi nous aurions besoin d'un coopérant canadien. Dans 90% des cas de coopérants internationaux, il y a au moins dix Boliviens mieux habilités à faire le même travail. Mais bien sûr que le Bolivien ne recevrait pas le salaire d'un coopérant...

**V.O.:** Pour vous, la solidarité est affaire de conscience et non d'argent. Que pensez-vous justement de la conscience des gens d'ici?

**R.R.:** Pour avoir parlé avec certaines personnes, je pense que votre conscience s'éveille beaucoup avec le traité que vous venez de signer avec les États-Unis. Je crois malheureusement que cette entente va générer des conséquences matérielles difficiles mais qu'au plan de la conscience à long terme, cela va secouer un peu les gens. J'ai parfois l'impression que les pays du Nord sont à moitié endormis. Le système presse tout le monde pour l'empêcher de penser. Ce traité risque donc de pousser les gens à réfléchir en affectant tout le monde d'une façon directe puisqu'économique. Cette réflexion profonde serait en soi très positive...

Comme pays du continent du Sud, il nous est facile d'établir la solidarité entre nous. Malgré les distances qui nous séparent, nous avons une expérience et

une conscience semblables. Il nous est donc facile de nous comprendre et de nous unir autour d'un but commun. J'aimerais tellement que ce soit la même chose avec les gens d'ici! J'ai espoir que cela va se produire...

### Nous ne devrions rien envier à personne...

**V.O.:** Pour que notre conscience de la Bolivie s'élargisse, parlez-nous encore de la réalité paysanne.

**R.R.:** Sa plus grande difficulté pour l'instant, c'est l'introduction de notre pays à la supranationalisation. Le gouvernement en place depuis 1985 croit en cette politique et rompt avec les structures extérieures. Dans un pays où les paysans meurent de faim, le gouvernement vient d'instaurer un système d'impôts sur les terres. Il y a un manque sérieux d'appui à la production.

Alors qu'avant la Conquête, nous avions des réserves alimentaires énormes, nous devons aujourd'hui importer. Nous avons tous les climats imaginables au monde et durant l'époque inca, par exemple, nous avions plus de trois cents types de pommes de terre. Nous ne devrions envier personne et ne rien importer de personne. Mais le modèle qu'on nous impose veut en finir avec ce qui nous est propre et nous obliger à livrer nos terres à des compagnies supranationales qui nous sont étrangères. Nous importons du blé alors qu'en '52, la Révolution en exportait. Même si la majorité de la population du pays est paysanne, c'est elle qui est la plus abandonnée, la plus opprimée. On ne lui donne rien de ce qu'elle devrait avoir pour produire. On ne lui offre aucun service et on voudrait maintenant lui faire payer des impôts!

**V.O.:** Mais où est donc la solution? Peut-elle venir d'un parti politique?

**R.R.:** Je crois qu'elle doit venir des paysans eux-mêmes. Selon moi, il n'y a actuellement aucun parti politique viable en Bolivie. Il y a bien deux partis qui se disent d'allégeance paysanne mais l'un d'eux, l'exécutif de la Confédération nationale des travailleurs paysans, s'est fait prendre dans des histoires de vols: toute une saloperie! Alors en général, le paysan ne fait plus confiance à ce parti. Il ne doit pas avoir recueilli beaucoup de

votes, aux élections d'hier... Et la Gauche unie? elle ressemble à l'Union démocratique populaire qui en '80 a gagné les élections. Il s'agissait d'un mélange de partis qui s'opposaient à la dictature. Il est facile de s'unir pour s'opposer mais, au moment d'établir un programme viable, apparaissent les différences et les ambitions personnelles. Je ne pense pas que la Gauche unie puisse être un parti viable.

Parlant de politique, nous avons auparavant un système qui peut paraître ridicule aux gens qui ne connaissent pas la Bolivie, mais ce système nous servait. Nous avons eu jusqu'à trois cents partis politiques. Former un parti était une façon de se faire entendre, de dire "Je veux la parole" et non une question de gagner les élections. On a changé la loi électorale pour nous donner le modèle yankee. Il nous est beaucoup plus difficile maintenant de prendre la parole...

Malgré tout cela, je crois qu'un parti politique peut être un véhicule très puissant pour aller de l'avant. C'était le cas du parti de **Marcelo Quiroga Santa Cruz**, assassiné en 1980. C'était un parti très nationaliste, avec des propositions claires, ordinaires et bien analysées. Le

peuple bolivien n'est pas bête. Quand se présente une alternative fiable, il écoute et se met au travail. Le parti de Marcelo Quiroga Santa Cruz a donc grandi très vite. Jusqu'à un certain point, les paysans s'identifient au Mouvement nationaliste révolutionnaire, le MNR, qui a fait la Révolution en '62 et qui a organisé la réforme agraire. Mais cela va en diminuant... Je ne crois pas qu'il y ait actuellement de parti qui mérite l'appui des paysans. Peut-être dans l'avenir.

**V.O.:** Où trouvez-vous la force de dénoncer ce qui se passe dans votre pays?

**R.R.:** Il ne s'agit pas de force, il s'agit de parler de ma propre vie. Comment faire autrement? Comparée à la majeure partie des gens de mon pays, ma vie est si privilégiée que j'aurais honte de me taire simplement par peur. Je vis en plein centre-ville de La Paz et au coin de ma rue, il y a un dépotoir. Moi, je mange bien. Mais de ma fenêtre, ce que je vois, c'est au moins vingt personnes qui vivent des poubelles. De jour et de nuit, des enfants et des femmes cherchent dans les ordures de quoi manger. Comment parler d'autre chose?

**V.O.:** Auriez-vous un message à nous transmettre?

**R.R.:** Je crois que la seule chose qui nous permette d'avancer dans la vie, c'est la réflexion qui nous pousse à faire quelque chose. Nous sommes ce que nous faisons et surtout ce que nous faisons pour changer ce que nous sommes. Pour en arriver là, il nous faut d'abord réfléchir. ■

(1) Ivan Illich: Essayiste né à Vienne en 1926. Ordonné prêtre, il fonda une université libre à Cuernavaca (Mexique). Il a âprement critiqué les systèmes d'éducation et la société industrielle.

(2) L'entrevue a eu lieu le 8 mai dernier, au lendemain des élections présidentielles en Bolivie. Les deux principales majorités élues se disputent actuellement la présidence. Il s'agit du Mouvement nationaliste révolutionnaire (parti officiel au pouvoir) et de l'Action démocratique nationaliste (de l'ex-dictateur Banzer).

Pour plus de détail sur la Bolivie, s'informer à :

**Groupe de travail Solidarité-Bolivie**  
a/s Micheline Thibeault  
180, rue Ste-Catherine est, suite 610  
Montréal, Québec  
H2X 1K9

# LE FONDS

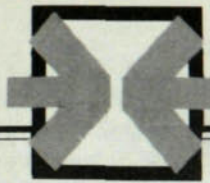
## DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)



### LE FONDS *Créateur* D'EMPLOIS

Montréal (514) 285-6400 / Québec (418) 622-3258 / Sans frais 1-800-361-7111





Élections municipales à Québec

## FAUT-IL VOTER POUR LE RASSEMBLEMENT POPULAIRE LE 5 NOVEMBRE PROCHAIN? OUI OU NON?

Un débat qui ressemble à celui soulevé par l'élection du RCM à Montréal.



### OUI...

par Réjean LEMOINE

Des élections municipales auront lieu le 5 novembre prochain à Québec. Pour la quatrième fois depuis 1977, le Rassemblement populaire fera face au Progrès civique. Suite à l'annonce du départ du maire de Québec, Jean Pelletier, en mai dernier après douze ans de "règne" à

l'Hôtel de ville, deux nouvelles figures se feront face pour s'emparer de la mairie de Québec: Jean-François Bertrand pour le Progrès civique et Jean-Paul l'Allier pour le Rassemblement populaire.

Étant moi-même candidat du Rassemblement populaire dans un secteur de la Basse-ville (Saint-Roch, Vieux-Port et Cap-Blanc), j'ai accepté l'invitation de la revue **Vie Ouvrière** d'expliquer le sens de mon engagement. Je voudrais égale-

ment préciser l'importance des enjeux sociaux et politiques de la prochaine élection à Québec, au-delà de la bataille de coqs médiatique que se livreront les deux candidats à la mairie.

Un des enjeux majeurs de la prochaine élection sera le projet de la Grande-Place, dans le quartier Saint-Roch. À partir de 1970, l'administration du maire Lamontagne, puis celle de M. Pelletier face au déclin des activités commercia-

les dans le Centre-ville et la fermeture de grands magasins comme Pollack, Syndicat, Paquet, a voulu recréer un grand centre commercial dans Saint-Roch. Pour cela, elle a créé un immense trou dans la trame urbaine du centre de la ville, entre le Cinéplex-Odéon et l'édifice du journal Le Soleil. Jusqu'à ce jour l'administration du Progrès civique a exproprié, sur une période de 19 ans, plus de cent immeubles, déplacé plus de mille personnes et dépensé plus de 25 millions de fonds publics pour un résultat désastreux: un immense terrain abandonné de plus de 200,000 p.c. au coeur de la ville, qui désarticule complètement le visage urbain de Saint-Roch.

Empêtré dans un climat de corruption et en manque de projets de grandeur pour faire rêver... le Progrès civique décide en 1986 de céder en exclusivité à son promoteur-chéri Laurent Gagnon et à la firme torontoise Citicom les terrains de la Grande-Place pour faire à Québec une réplique du Rideau Center d'Ottawa. Un terrain d'une valeur marchande de \$25 millions est cédé aux promoteurs jusqu'en 1994, pour réaliser ce projet en contrepartie d'une très lourde contribution de \$360 pour le terrain et une promesse d'un investissement de \$220 millions.

Face à ce projet, des citoyen-ne-s se sont mobilisé-e-s autour du Comité de Sauvegarde de la Côte d'Abraham, afin d'empêcher le Progrès civique de faire démolir une partie de l'arrondissement historique. Le Comité a proposé à la ville une alternative plus respectueuse du tissu urbain existant et de la qualité de vie du quartier. Il propose un projet plus axé sur le développement résidentiel et le développement d'activités commerciales intégrées au quartier. Il suggère également le respect du réseau de rues existantes et la présence de plusieurs promoteurs pour le développement du site.

Pour aller de l'avant avec son projet, le promoteur, conscient de l'attitude "aplâtriviste" de la municipalité, exige un nouveau système de transport en commun au coût de \$250 millions entre la Colline Parlementaire et le fief du ministre libéral des transports à Charlesbourg, ainsi que la construction d'un lien autoroutier souterrain entre l'autoroute Dufferin et le Boulevard Langelier, qui va déchirer la trame urbaine du quartier Saint-Roch pour un investissement de 60 millions. Déjà, le gouvernement libéral s'engage à investir en pure perte

\$7 millions pour faire entrer l'autoroute sous le site.

Ce projet démentiel de développement urbain d'une autre époque ne tient aucunement compte des besoins en habitation et de la fragile qualité de vie des résident-e-s du centre-ville. Aucune considération n'est accordée au tissu urbain existant et à la valeur patrimoniale et historique du quartier. Au départ, la ville voulait même démolir une partie de l'arrondissement historique pour accrocher le centre d'achats à la Haute-Ville afin d'en assurer la rentabilité. Mais notre petit Ceausescu local a dû battre en retraite devant la mobilisation de l'opinion publique. Pendant que s'engageait à Québec la bataille de la Grande-Place, nous, les opposants au projet, avons eu droit au silence des grands médias nationaux et montréalais, alors que se prépare à Québec un projet de développement urbain qui fait complètement fi du caractère exceptionnel et historique de Québec. Ce projet veut intégrer Québec à un type nord-américain de développement urbain axé sur l'autoroute et l'achalandage par les banlieusards, entre 9 heures et 5 heures.

Ce projet en plus d'entraîner une nouvel exode de citoyen-ne-s dans le quartier Saint-Roch, qui a déjà perdu la moitié de sa population depuis 1961, va rendre le quartier exsangue et le transformer en un "Business Central District", tout en faisant mourir ce qui reste des artères commerciales environnantes.

Le bilan de l'administration du Progrès civique dans le centre-ville de Québec au cours des quatre dernières années, c'est \$15 millions de fonds publics gaspillés inutilement en expropriations et en démolitions afin d'agrandir le trou de la Grande-Place; c'est aussi la complaisance des gouvernements supérieurs qui laissent le Progrès civique exproprier en toute illégalité et en toute impunité à la Grande-Place sans intervenir; c'est aussi le versement illégal d'une subvention \$1.5 millions au promoteur Laurent Gagnon pour compléter par des édifices à bureaux le Mail centre-ville. À la Grande-Place, la ville de Québec subventionne directement un promoteur privé et fait sa "job de bras" en expropriant et en lui cédant par la suite des terrains qui, comme par hasard, appartenaient en partie au promoteur Gagnon. Aucun tribunal local n'osera à Québec contredire notre bon maire à l'autorité incontestée.

Face à ce projet, des citoyen-ne-s se sont battu-e-s sans argent et à mains nues contre le pouvoir municipal, avec la seule sympathie des médias et de l'aire parlementaire du parti d'opposition, le Rassemblement populaire. Ils commencent manifestement à être fatigués de la démocratie autoritaire du Progrès civique. Donc, sans être manichéen, il faut clairement dire que la seule chance réelle de bloquer le projet Gagnon-Citicom est l'élection du RP, le 5 novembre prochain. Le Rassemblement populaire, par la voix de son leader Jean-Paul L'Allier, est le seul parti politique qui a clairement marqué son opposition aux projets de l'îlot Saint-Patrick et à celui de la Grande-Place, projets concoctés et préparés dans le bureau du maire avec son ami Laurent Gagnon et leurs experts torontois, puis entérinés par des conseillers municipaux incapables de défendre leurs quartiers.

Le Rassemblement populaire constitue une coalition où évidemment cohabitent divers groupes d'intérêts. La base de ses militant-e-s est cependant constituée d'hommes et de femmes fortement impliqué-e-s dans leurs quartiers, à travers divers projets de développement social (garderies, coops, radios communautaires, comité de citoyen-ne-s) et ayant développé une expertise certaine ainsi qu'une vision pragmatique du changement social. Il faut se méfier du discours pseudo-réformiste du candidat Jean-François Bertrand, girouette opportuniste qui a hésité pendant deux ans à fonder un troisième parti et qui, manquant de courage politique, vient finalement de réintégrer les rangs du Progrès civique à cinq mois des élections. Après 25 ans d'administration du Progrès civique, le temps est au changement des moeurs politiques et à la démocratisation de la gestion municipale. Le Rassemblement Populaire reste un atout certain pour ceux qui veulent une ville où les citoyen-ne-s auront une prise plus grande sur le développement urbain et non pas seulement en être les témoins passifs. ■

**Réjean Lemoyne**, qui milite au sein des groupes populaires de Québec, sera candidat du Rassemblement populaire lors des élections municipales.

# OUI MAIS...

## ATTENTION À LA FUITE VERS L'AVANT

par Marc BOUTIN

Le Rassemblement populaire a toujours été et reste encore, malgré l'arrivée de Jean-Paul L'Allier, un parti progressiste que la gauche tient assez bien en main. Mais attention, la réaction est bien éveillée à Québec et son pouvoir récupérateur, ici comme partout ailleurs, est énorme. Cette récupération guette le R.P. au prochain tournant (tournant qui, par exemple, pourrait être une victoire aux élections de novembre). Certains indices à cet effet pointent déjà de façon inquiétante à l'horizon du milieu populaire municipal.

Ce qu'il est important de dire, je crois, c'est que les conseils de quartier (leur mise en place fait parti du programme du R.P.) ne remplaceront jamais ni les groupes ni le mouvement populaire.

À Québec, les militant-e-s de la scène municipale ont trop souvent eu tendance à percevoir les groupes populaires comme faisant partie des ligues mineures et le R.P. comme faisant partie des ligues majeures. Certains d'entre eux ont fait un bout d'apprentissage dans les groupes avant de se lancer avec le R.P. "en vraie politique", les conventions locales tenant lieu de séances de repêchage. Pire encore, d'autres considèrent le mouvement populaire comme "l'ancêtre", une sorte d'anachronisme, reliquat des années '70 qui agonise depuis longtemps, c'est-à-dire qui agonise depuis que le R.P. est bien en place.

Nos adversaires capitalistes, eux, (disons pour être plus précis les conservalibéraux du Progrès Civique) sont plus perspicaces. Ils savent distinguer le politique de l'électoral et sont conscients que c'est le politique qui compte. Leur pions de 2<sup>e</sup> classe, c'est au jeu électoral qu'ils les envoient. Ça saute aux yeux rien qu'à voir les conseillers du parti au pouvoir au conseil de ville.

Mais derrière ces marionnettes (et j'inclus ici Jean Pelletier) se profilent les vrais décideurs, les vrais manipulateurs d'opinion, le vrai pouvoir. Leurs groupes d'élite sont formés des chambres de commerce, des regroupements d'hommes d'affaires et de propriétaires, des corporations multinationales, de CHRC, du Soleil et j'en passe. Ces groupes



Le chef du Rassemblement populaire, Jean-Paul L'Allier, ex-ministre québécois des communications.

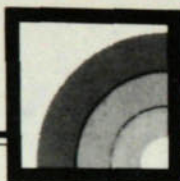
d'élite tiennent le Progrès Civique bien en main.

Face à ces groupes se dressent les comités de citoyens, les regroupements de locataires et de consommateurs, les groupes de défense des droits, certains syndicats, certaines coop. d'habitation, Droit de Parole, Radio Basse-Ville, etc. Ce qu'on peut appeler L'ALTERNATIVE. Face à l'alternative, les groupes d'élite se portent si bien merci qu'on se demande si la vraie stratégie n'est pas de laisser gagner le parti de gauche pour mieux le démolir (ou le récupérer) sur la place publique par la suite. Voyez ce qui est arrivé au P.Q. et ce qui se passe avec le R.C.M. Je ne veux pas laisser entendre qu'il faut cesser d'envoyer de bons éléments au R.P. Surtout, n'imitons pas les faiblesses de nos adversaires. Mais il serait grand temps de voir le R.P. comme faisant partie d'une vaste mouvement où une importance au moins égale est accordée aux groupes de pression et au parti "électoral". Prendre plus au sérieux

la campagne de financement du Fonds de Solidarité des Groupes populaires du Québec métré serait un pas dans cette direction.

La gauche québécoise a tendance à trop miser sur les élections et les référendums. Ça fait partie de notre aliénation, et il s'agit là d'une sorte de fuite vers l'avant. Les vraies luttes se gagnent ailleurs, entre les élections. La nouvelle société urbaine, l'alternative au capitalisme, à la spéculation, ne naîtra pas spontanément d'un parti politique. Cette nouvelle société se forgera d'abord dans les luttes quotidiennes du mouvement populaire, luttes qu'il faut mener maison par maison, rue par rue, quartier par quartier autant sous le régime d'un Progrès Civique que sous un éventuel régime d'un Rassemblement Populaire. ■

Marc Boutin est membre de l'équipe de production du journal communautaire de Québec, *Droit de parole*.



## ON MONTE DANS LE NORD

par Pierre VIAU

Le tourisme a une direction bien connue: le Sud. Beaucoup de jeunes latino-américains montent au Nord et leur itinéraire n'a rien de touristique. J'aime à quitté le Guatemala en 1985. Aujourd'hui, à 24 ans, il habite Montréal depuis deux ans et travaille, au salaire minimum, dans une usine de souliers pour femmes.

Pas de photos, pas de vidéos, mais des faits gravés dans sa mémoire lui font échapper cette réflexion sur son voyage. "J'ai vieilli bien vite".

### Partir au Nord

"J'ai cinq frères et soeurs. Mon père est menuisier. J'étudiais en économie et j'étais membre d'une organisation d'étudiants. Autour de moi, des camarades d'études disparus, un professeur assassiné, d'autres, malgré leur profession, ne pouvaient travailler au développement du pays.

L'idée de tenter ma chance aux États-Unis mijotait silencieusement en moi, lorsque nous avons hébergé, à la maison, un Hondurien qui, dans sa tentative de monter en Californie, avait été déporté vers mon pays par la police mexicaine.

Nous sommes devenus de bons amis. Je lui faisais part de mes inquiétudes et de mes rêves. Je ne pouvais en parler à personne d'autre, par crainte d'être dénoncé. Un jour, en pleine nuit, sans valise, sans papier, sans adieu, nous sommes partis. Direction: Los Angeles en Californie.

### La montée mexicaine jusqu'à Tijuana

Il fallait traverser tout le Mexique, plus de 5000 kilomètres jusqu'à Tijuana, ville frontière avec la Californie. Inutile de penser voyager en autobus à cause des contrôles routiers. Nous voyageions allongés sur le toit des wagons de

marchandise. La nuit, pour dormir, nous nous attachions solidement, avec nos ceintures, à la verticale, aux parois des wagons. Pour éviter d'être pris par la police des chemins de fer, à l'arrivée du train dans une ville, nous nous lancions à terre et nous tentions de reprendre le train à la sortie de la ville. Je suis devenu expert dans l'art de monter et de descendre d'un train en marche!

Parfois, nous arrêtons cinq ou six jours pour travailler à la récolte de fruits et de légumes, afin de pouvoir manger un peu. Il fallait être très prudent. Car, dans les petites villes, la police et des employés de travaux publics connaissent tout le monde identifient les étrangers. Plusieurs fois nous avons dû vider nos poches pour qu'on nous laisse en paix.

Après plus de deux mois, nous arrivions à Tijuana.

### Passer aux États-Unis

À Tijuana, nous avons travaillé comme manoeuvres dans la construction. Le travail était très dur et dangereux. Je montais des blocs de ciment aux étages supérieurs. Je gagnais 15\$ US par semaine. Je cuisinais mon repas sur un petit feu dans le chantier et dormais sur des madriers.

Un jour, ça faisait six mois que nous étions à Tijuana, mon ami hondurien et moi avons été arrêtés par la police à la recherche d'étrangers sans papier. Comme il est de race noire, mon ami avait plus de difficulté à passer pour un mexicain. Pendant que la police le pressait de questions, j'ai réussi à m'enfuir. Nous nous sommes perdus de vue.

Pour tenter de franchir la frontière, il est très important de parler l'espagnol mexicain, bien différent de l'espagnol de mon pays. Ainsi, si la tentative échoue, la police des États-Unis ne me déportera pas au Guatemala,

mais au Mexique... Il faut aussi se renseigner sur les endroits les moins dangereux. Tout cela exige des mois de préparation.

Un jour, je me suis senti prêt. La nuit venue, j'ai commencé à marcher onze heures durant pour traverser les montagnes. Je tremblais comme une feuille en entendant les chiens, le bruit des hélicoptères, les chevaux de la patrouille. Je suis parvenu à San Isidro, petite ville des États-Unis. Je pensais avoir réussi. Mais au moment de prendre l'autobus pour Los Angeles, la MIGRA (police d'immigration) m'arrête et me déporte à Tijuana. J'avais au moins la certitude de bien parler l'espagnol mexicain!

Deux semaines plus tard, j'ai essayé de nouveau. Sans succès. Puis encore, sans résultat. Je me rappelle y avoir vu quelqu'un qui se mourait empoisonné par un serpent, alors que je devais sauver ma propre peau. J'y pense encore souvent.

Finalement, j'ai consulté un *coyote* (c'est à dire une personne qui fait passer la frontière à prix fort). Une nuit, nouvelle tentative. Nous étions une quinzaine avec le *coyote*. Nous nous sommes faits prendre. On fuyait partout. Je suis passé par le trou d'une clôture métallique, rampant comme une couleuvre. J'avais le dos ensanglanté. Un garde a failli m'attraper par le haut de mon pantalon. Grâce à mon habilité au soccer, j'ai pu manoeuvrer une bonne feinte et je lui ai échappé. C'est incroyable toute l'énergie dont on est capable en pareille circonstance. Par chance, j'ai vu un tuyau d'égoûts. Je m'y suis infiltré. De ma cachette, je voyais passer les bottes des gardes-frontières. J'y ai passé des heures dans ce tuyau, luttant contre la peur, la chaleur et l'odeur de... J'en suis sorti tremblant et apeuré. Il n'y avait personne. Quelle façon d'entrer aux États-Unis!

Arrivé à un village, j'ai sorti d'une doublure de mon pantalon un numéro de téléphone que mon ami hondurien m'avait donné. Après de multiples précautions, j'ai demandé à quelqu'un de téléphoner pour moi. Finalement, cette personne m'a amené à Santa Ana, en banlieue de Los Angeles. Quelle surprise, mon ami hondurien y était!

### Encore plus au Nord

J'ai vécu un an à Santa Ana. J'ai découvert que tout ce que j'avais entendu dire sur les États-Unis n'était pas vrai: tu pourras travailler en toute tranquillité, tu seras bien payé, tu recommenceras à vivre!

Recommencer à vivre, comme illégal, c'est terrible. Les patrons en profitent au maximum. On ne te paye même pas toutes les heures travaillées. La MIGRA fait ses rondes dans le quartier, à l'usine. Des voisins dénoncent les personnes sans papiers. Avec la nouvelle loi de l'immigration des États-Unis, j'étais condamné à la clandestinité. Je sortais le moins souvent possible.

De plus, la drogue, la délinquance, les combines malhonnêtes, c'était pire qu'au Guatemala! Alors, j'ai pensé au Canada. Des amis salvadoriens m'avaient dit qu'on y entre facilement, qu'il y a l'aide sociale, qu'on y obtient un permis de travail.

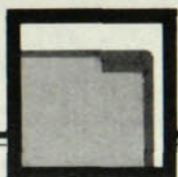
C'était en 1987. Je parlais de nouveau: direction Montréal. ■

### À suivre...

...Quand ton numéro d'assurance sociale commence par 94...

... Apprendre le français...

... Servi le dernier au magasin...



DOSSIER

# LES EMPLOIS PRÉCAIRES



Un portrait saisissant. Des conditions de travail qui défient toutes les lois autant que le bon sens. Des conditions qui nous ramènent au XIX<sup>e</sup> siècle... ou qui nous transportent dans les pays du tiers-monde.

La précarité des emplois, c'est comme la loterie. Avant le tirage, tous et toutes ont autant de chance de gagner. Après, on compte surtout des perdant-e-s.

La précarité envahit toutes les dimensions de la vie d'une personne. Son mode de vie change, une nouvelle culture s'installe.

Certaines personnes craquent, d'autres en profitent pour réinventer la vie...

Un dossier produit par Jean ROBITAILLE  
et Jacques ST-AMANT



## TRAVAILLEURS FORESTIERS SOUS LA TENTE

par Catherine DAoust

**St-Léandre, comté de Matane. Les couleurs de l'automne sont magnifiques ici. Les conditions de travail des bûcherons, elles, sont épouvantables. Si des grands chantiers d'exploitation forestière accordent maintenant des conditions de travail et de santé-sécurité adéquates, la situation est tout autre dans l'Est du Québec. Les petits entrepreneurs ou "contracteurs", engageant un ou deux bûcherons, foisonnent chez nous<sup>(1)</sup>. Les travailleurs sont isolés, sans organisation syndicale, sans sécurité d'emploi. Ils sont rémunérés au rendement, doivent fournir leurs instruments de travail, de logement, le transport et la nourriture, pour lesquels ils ne reçoivent que rarement une compensation digne de ce nom.**

Encore tout récemment, un membre du Collectif forêt-intervention témoignait de sa visite sur un site de plantation dans le comté de Portneuf. Les 35 planteurs sont logés sous la tente depuis deux semaines. Une ancienne cabane à sucre sert de cuisine-réfectoire. Il n'y a pas de douche (encore!). Les travailleurs suspendent leur linge à sécher dans la cabane.

St-Léandre, comté de Matane. Je suis venue évaluer certains facteurs de risque à la santé des bûcherons dans leur travail. Les résultats sont navrants: des niveaux sonores bien au-dessus du seuil jugé sécuritaire, malgré une scie mécanique peu bruyante et des arrêts fréquents lors de l'empilage; une position courbée maintenue les 3/4 du temps; des soulèvements de charges de 30 à 75 lbs, 80 fois par heure au minimum; le transport continu de la scie et de la marche en terrain accidenté.

Un bûcheron nous dit que c'est le métier qui s'est le plus dégradé. Évidem-

ment, la forêt est tellement dégradée... Mais l'ingénieur forestier nous dit que c'est à cause du prix du bois, qui n'a pas augmenté depuis belle lurette. On va voir l'opérateur du débardeur sur un autre chantier. Propriétaire de sa machine, il est payé à la corde débarquée au chemin. Après une heure de route pour se rendre à son lieu de travail, il commence à 5h30 le matin et termine vers 17h00... de façon à être chez lui pour souper!

30 septembre 1986, 6h00, il commence à faire clair. Il pleut, la température est aux environs de 5°C. Quatre bûcherons ont déjà commencé à travailler.



ARCHIVES CSN

Ces travailleurs sont payés à la corde de bois empilé, moins la pourriture: \$17 la corde de feuillu et \$19 la corde de résineux. Si le bois est trop clairsemé, on leur accorde une compensation monétaire. Dans ces travaux de récupération de bois de tordeuse, les bûcherons abattent quatre à cinq cordes par jour.

J'ai pu jaser avec eux assez longuement (la journée n'était pas bonne, le bois était "dull"). Cette année n'a pas été si pire. Un bûcheron m'a dit qu'il avait eu en moyenne \$550 brut par semaine. Après avoir fait ses "timbres" (dix semaines), il a été "réengagé" dans le cadre de l'article 38 de la Loi sur l'assurance-chômage - il reçoit \$315/semaine en

assurance-chômage; s'il coupe plus que cette valeur en bois, l'employeur lui verse le supplément. Cette année, il aura passé cinq mois à travailler, dont certaines semaines à faire du reboisement (payé 6¢ le plant).

Il a détaillé ce que ça lui coûtait pour travailler: une scie mécanique (\$700), l'équipement pour la réparer, \$50/semaine en gazoline et huile, un crochet, son transport, l'équipement de sécurité (bottes, chapeau, gants, genouillères, vêtements de pluie). Il prévoit toujours un lunch chaud, des vêtements de rechange, une deuxième scie, une chaîne et de l'eau.

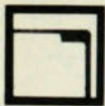
Malgré le froid, il travaillait en chemise avec un débardeur de lainage. Ce qui le dérangeait le plus dans ce métier, c'étaient les crampes après sa journée de travail (de 10 heures).

Il m'a longuement entretenu du "batchage"<sup>(2)</sup>, c'est-à-dire de ne pas avoir la possibilité de rentrer chez lui le soir. Il a fait ça une année et ne le refera plus jamais: "c'est inhumain; c'est nous traiter comme des chiens". Tous les bûcherons rencontrés étaient sur l'article 38. Un travailleur s'était enfoncé un crochet dans le bras la semaine précédente, mais ne l'avait pas déclaré. Il préférerait travailler. Un autre, à la barbe grise, parlant tout bas, m'expliquait qu'il préférerait s'arrêter souvent pour ménager sa santé. Il faisait ce métier depuis vingt ans. "Ça coûte de plus en plus cher pour travailler". Il paraissait approcher de la cinquantaine. Je lui ai demandé son âge: 36 ans. ■

Catherine Daoust est hygiéniste du travail au Département de santé communautaire de Rimouski. Elle est aussi membre du Collectif forêt-intervention et le présent article est largement inspiré d'un texte qu'elle a publié en octobre '86 dans le Rejet de souche, bulletin du Collectif.

(1) Dans l'Est du Québec, d'après les données de 1987, 44,5% des entreprises du secteur "Forêt et scieries" employaient cinq travailleurs ou moins. Sur un total de 119 établissements dans ce secteur, seulement 26 d'entre-eux avaient une ressource ou une structure pouvant s'impliquer en santé et sécurité au travail.

(2) *Se batcher*: vivre sous la tente ou dans une cabane, se faire à manger dans le bois, avec les moyens du bord.



## LA MULTIPLICATION DES EMPLOIS

par Johanne LÉVEILLÉE

**Les jeunes travaillent c'est vrai. Mais leurs conditions de vie se détériorent d'année en année. Parce que leur travail est précaire, ils font partie de ceux qui au Québec s'appauvrissent de plus en plus.**

Pour les jeunes travailleurs, la précarité de l'emploi c'est d'abord l'instabilité du travail: plus de la moitié des jeunes rejoints par l'enquête de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)<sup>(1)</sup> ont occupé un minimum de trois emplois différents au cours des quatre dernières années. Victimes de mise-à-pied, de fin de contrat, ou de fin de projet gouvernemental, ils quittent souvent d'eux-mêmes: le salaire horaire trop bas, la pression qu'ils subissent au travail et le nombre d'heures insuffisant encouragent leur départ.

Claude a 23 ans, travaille depuis six ans et a occupé plus de cinq emplois différents: principalement des emplois de journalier tantôt en usine, tantôt en atelier, ou encore en aménagement paysager... **Finalement sa seule stabilité économique, c'est l'assurance-chômage.**

Andrée, elle, travaille en secrétariat, malgré une formation en communication. En une année seulement, Andrée a connu trois milieux de travail différents. Placée par une agence privée, elle ne sait jamais quand se terminent ses contrats. Elle peut faire deux mois ici, trois mois là, ou encore passer de remplacement en remplacement à l'intérieur d'une même milieu.

Isabelle travaille dans un fast-food depuis deux ans et c'est pour elle un record de longévité. Car malgré ses deux ans d'ancienneté, Isabelle ne gagne que \$5,75 l'heure et n'a pas droit aux pourboires. Comme les autres employées, elle est affectée à plusieurs tâches: caissière, serveuse, plongeuse, aide-cuisinière. Elles sont cinq à servir quotidiennement au-delà de 1000 clients. C'est un travail "rushant" où les employées sont souvent sur les "nerfs". Depuis deux ans

qu'Isabelle y travaille, 27 filles ont quitté. L'enquête est aussi venue confirmer que beaucoup de jeunes travaillent à temps partiel (c'est le tiers des jeunes rejoints) et que la majorité comble leur revenu avec un autre travail ou de l'assurance-chômage.

Nathalie travaille comme commis dans un supermarché. Elle occupe un poste à temps partiel: 17 heures par semaine. Pour boucler son budget, elle travaille également à temps partiel dans le casse-croûte d'un aréna. Elle est aussi travailleuse en garderie sur appel. On pourrait facilement croire que Nathalie

font un retour chez leurs parents ou acceptent malgré eux d'y rester plus longtemps que prévu. Une autre conséquence, c'est l'endettement des jeunes (60% des jeunes rejoints). Pas d'argent pour s'acheter une auto, une maison, des antibiotiques ou pour se payer un manteau d'hiver.

Des loisirs? Des vacances? Comment s'organiser quand il faut être disponible du lundi au dimanche? Où sont les deux semaines de vacances, (pour tant prévues dans la Loi sur les Normes minimales de travail), quand on connaît plusieurs emplois différents par année?



ARCHIVES CSN - PHOTO: BERTRAND CARRIERE

aime travailler et qu'elle "se tape" des semaines de 60 heures. Mais non, elle fait rarement plus de 40 heures/semaine, sauf que **son horaire de travail est réparti sur sept jours. En disponibilité du lundi matin 7 heures pour la garderie, au dimanche minuit pour l'aréna.**

Les conséquences de la précarité du travail affectent gravement l'existence quotidienne. Caissière dans une banque, Manon travaille cinq jours par semaine, mais ne fait que 4 heures par jours. Son salaire horaire est moyen mais son revenu mensuel ne lui permet pas de se payer un logement. Par contrainte financière, comme 70% des jeunes rejoints par l'enquête, elle partage un logement. Manon vit dans un 51/2 avec trois autres personnes. Manon a perdu toute l'intimité dont elle a besoin; elle n'a pas de chez-soi finalement. D'autres jeunes travailleurs

Se syndiquer? Comment faire quand il passe 27 employés en deux ans dans un même milieu de travail? Quand on est dans deux ou trois milieux de travail différents? Quand le syndicat lui-même, dans certains cas, accepte qu'il faille travailler de façon temporaire pendant cinq ans avant d'obtenir la permanence.

La conséquence la plus grave de la précarité d'emploi, c'est qu'elle enlève aux jeunes travailleurs toute possibilité de planifier à long terme. Ils n'ont plus la possibilité de choisir l'endroit et avec qui ils veulent vivre, ni de choisir le genre de travail qu'ils veulent faire. Ils perdent petit à petit l'emprise sur leur vie. ■

Johanne Léveillé est membre de l'équipe nationale de la Jeunesse ouvrière chrétienne.

1) L'enquête de la JOC a porté sur près de 1000 jeunes travailleurs du Québec, âgés entre 18 et 30 ans.



## COMPÉTITION À L'USINE

par Jean ROBITAILLE

**Compétition.** Ce mot revient souvent dans les propos de Lorraine Vaillancourt. Vice-présidente de la FTQ et employée de l'Union internationale des ouvrières du vêtement pour dame, elle connaît bien le milieu des "shops de guenilles". Péjorative, cette expression réfère non pas à la qualité des vêtements produits (qui est d'ailleurs habituellement très bonne) mais bien plutôt aux difficiles conditions de travail des ouvrières.

D'abord, il faut savoir qu'il existe trois types d'employées: les syndiquées (7000), les non-syndiquées (50 000) et les travailleuses au noir (20 000) (1). Toutes, elles vivent la précarité d'un emploi saisonnier qui garantit chaque année un minimum de deux mois de chômage. Si les salaires sont généralement bons (surtout dans le cas des syndiquées), le défi de budgéter son revenu annuel crée passablement d'embarras. Ces travailleuses n'hésiteront donc pas à faire de longues heures, ne sachant pas quand la production cessera.

Payées au rendement en plus du salaire horaire, et à coup de bonis, elles se font entre elles une compétition féroce. Il s'agit d'atteindre et surtout de dépasser le quota de production fixé habituellement selon la moyenne des travailleuses les plus productives, surnommées les "Speedy Gonzalez". Il n'est donc pas rare de voir ces femmes quitter l'usine le soir avec sous le bras un sac bien rempli de matériel à produire à la maison afin d'atteindre le quota. Ainsi, par exemple, bien des femmes travaillent plus de 40 heures par semaine, bien qu'elles ne soient payées que pour 30.

La concurrence et la pression qui s'installent entre les travailleuses qui espèrent s'en sortir en étant plus productives rend la syndicalisation bien difficile.



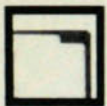
Le travail à domicile, au noir, vécu en "cachette" dans la crainte d'être dénoncée, la concurrence internationale due à l'exploitation des pays du tiers-monde, le roulement très grand dans le personnel non-syndiqué où il n'y a pas de sécurité d'emploi, toutes ces conditions réunies créent une pression réelle et significative (à la baisse) sur les conditions de travail des ouvrières du vêtement pour dames.

### SANTÉ-SÉCURITÉ EN PÉRIL

Comme pour tous les emplois où le rendement détermine le salaire, les conditions de santé-sécurité sont en péril. Les caractéristiques propres au travail de ces ouvrières, c'est-à-dire le geste répétitif, la cadence, les vibrations et la position du corps, engendrent fréquemment des problèmes de bursite et de tendinite.

Ironiquement, cependant, les conditions de travail ont été améliorées au cours des dernières années, grâce à l'introduction de nouvelles technologies. Plus que les revendications des travailleuses, ces nouvelles machines qui ont besoin d'un certain espace vital, d'air climatisé, etc. ont obligé les propriétaires de ces industries à prendre bien soin de l'équipement, ce qui, dans ce cas précis, aura fait l'affaire des travailleuses. ■

(1) Ces chiffres indiquent approximativement le nombre de personnes actuellement employées dans ces trois secteurs. Approximativement, parce qu'il est difficile d'évaluer avec exactitude l'ampleur du travail au noir mais aussi parce que le marché de l'emploi change rapidement. À preuve, il ne reste plus que 7 000 employées syndiquées alors qu'elles étaient pourtant plus de 22 000 avant la crise économique du début des années '80.



## Travailleuses domestiques DES SOUVENIRS DE VACANCES

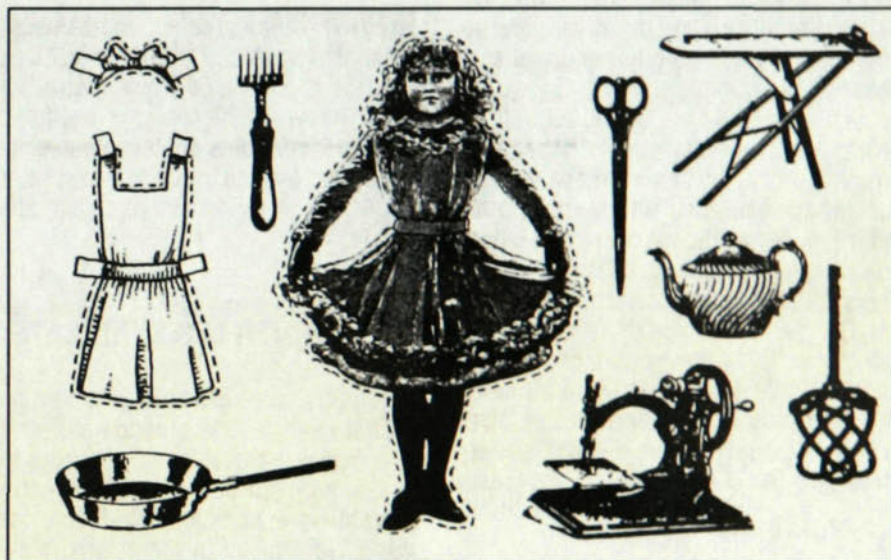
par Jean ROBITAILLE

**Soleil, artisanat et bibelots ne sont pas toujours les seuls souvenirs que rapportent nos amis yuppies de leurs vacances dans le Sud. À l'occasion, une jeune femme les accompagne au retour.**

Plus de 2 000 femmes étrangères, possédant un permis de travail temporaire, oeuvrent effectivement comme domestiques au Québec. Vivant chez l'employeur qui a la responsabilité de les accueillir et de les intégrer dans la société québécoise, ces femmes devraient recevoir un salaire hebdomadaire de \$171 pour 53 heures de travail. Toutefois, "les employeurs exigent souvent 78 heures sans vouloir payer des heures supplémentaires. Ils ne veulent pas payer la paye de vacance, ni les frais de taxi, ni accorder les jours fériés. On a même vu des employeurs menacer de renvoyer leur domestique dans leur pays si elle jasant au téléphone avec une amie." (1)

Pour toutes les travailleuses domestiques qui habitent chez l'employeur, les conditions de vie en général sont bien difficiles à distinguer des conditions de travail. De vie privée, il n'y en a pas... ou si peu. Souvent elles vivent dans la chambre du bébé ou dans cette pièce au sou-sol, qu'il faut traverser pour aller chercher les bicyclettes dans le garage. À 3 heures du matin, quand les maîtres de la maison reviennent de leur soirée, ils sonnent la bonne pour se faire ouvrir la porte plutôt que d'utiliser leur clé. Quand on a l'habitude de se faire servir, y'a rien de trop beau!

Diane Gariépy qui a été coordinatrice de l'Association du personnel domestique pendant plusieurs années, parle abondamment de ce phénomène d'asservissement des travailleuses domestiques. "Certains employeurs tentent véritablement d'inférioriser constamment leur domestique. Quoique ce soit des



femmes majeures, on les traite comme de mineures. On les maintient dans la crainte, dans la peur. elles sont seules au travail et trop souvent victimes de harcèlement sexuel. Elles sont mal payées parce qu'on dit que leur job n'est pas spécialisée. Pourtant, une bonne partie de leur tâche c'est tout de même le soin des enfants."

Ces femmes venues du Sud-est asiatique, des Caraïbes et d'Amérique centrale dorlottent avec amour nos bébés. C'est néanmoins avec une certaine tristesse qu'elles le font en se rappelant leur famille brisée, leurs propres enfants abandonnés à qui elles envoient les maigres ressources durement gagnées ici.

### QUINZE EMPLOYEURS À LA FOIS

Les travailleuses domestiques ce sont aussi les femmes de ménage qui viennent chez vous à toutes les semaines, aux quinze jours ou au besoin. Dans ce cas, les ententes, les contrats sont oraux. Une femme pourra avoir jusqu'à quinze employeurs différents, mais aucun qui ne se donnera la peine de s'enregistrer comme tel. Ces travailleuses ne seront donc jamais couvertes par les programmes d'assurance-chômage, de la CSST, de la Régie des rentes ni par les Normes minimales de travail.

D'ailleurs, les groupes de pression sur le sujet attendent beaucoup de la prochaine réforme de la loi sur les Normes minimale de travail. On voudrait en effet que toutes les travailleuses domestiques soient couvertes par la loi alors qu'aujourd'hui en sont exclues toutes celles qui assument aussi la garde d'enfants ou les soins personnels.

### LES DOMESTIQUES NE SONT PAS DISPARUES

La disparition de l'aristocratie n'a pas signifié la fin des domestiques. Bien au contraire, en plus de la bourgeoisie traditionnelle, la classe moyenne requiert maintenant de plus en plus leurs services. Pour diverses raisons, parce que les services en garderie sont insuffisants, parce que les politiques de maintien à domicile sont inadéquates, parce que les deux membres du couple travaillent et que les gars n'ont pas encore assumé le partage des tâches domestiques on a recours à ces femmes qui malgré des conditions précaires maintiennent l'ordre dans la maison. ■

(1) Citation tirée d'une chronique de Francine Pelletier parue dans *La Presse*, le 17 juin 1989. Ces propos sont de Mme Lulu Uy qui s'occupe d'une agence de placement pour ces travailleuses.



## Le monde du travail - impressions générales

# AUTANT DE PERDANT-E-S QU'À LA LOTO

par Jacques ST-AMANT

À propos du marché du travail, tout le monde s'entend au moins sur une chose: ce n'est plus ce que c'était... On n'entre plus aujourd'hui chez United Aircraft ou chez Dupuis Frères pour y passer les trente prochaines années de sa vie. La sécurité que cela pouvait apporter est aujourd'hui bien difficile à retrouver. Même dans le secteur public, qu'on dit le plus stable, l'État coupe, licencie, s'allège.

On parle maintenant d'emplois à temps partiel, à temps partagé, de contrats à durée déterminée. On évoque de plus en plus la «précarité». Les gens changent régulièrement d'emplois. Parfois c'est par choix, bien sûr: il en reste qui peuvent améliorer leur situation. Mais le plus souvent, le contrat se termine; ou bien on est congédié au moment où on ne s'y attendait plus - ou pas encore...

Le phénomène se produit un peu partout en Occident. Un peu partout, le marché du travail évolue rapidement. La situation québécoise n'est pas unique, au contraire. Ici comme ailleurs, un certain nombre de causes reliées à l'état de l'économie mondiale produit des effets similaires.

### LA CONCURRENCE

Les grandes puissances économiques - États-Unis, Europe, Japon - et leurs satellites mènent une lutte acharnée pour conquérir les marchés internationaux. Il faut produire toujours plus, augmenter les revenus pour faire face aux dettes gigantesques que les grandes entreprises ont contractées. Et il faut éviter que le concurrent ne devienne trop gros: l'entreprise qui a un peu moins de succès risque alors d'être avalée, achetée, démembrée<sup>(1)</sup>.

Les entreprises tentent de faire face à cette concurrence en diminuant leurs coûts, plutôt qu'en se consacrant à l'amélioration de la qualité de leurs produits. Le résultat est tout simple: elles tentent de diminuer les salaires, elles n'améliorent pas les conditions de travail, elles laissent les milieux de travail se détériorer. Le jour où le personnel pro-

teste trop, ou lorsque les équipements deviennent trop vieux, on ferme ou on se réinstalle là où cela convient mieux. La main-d'oeuvre haïtienne, par exemple, est beaucoup moins coûteuse que celle du Québec: on peut produire à bas prix et vendre le même vêtement pour la moitié du prix.

### CONTOURNER LES SYNDICATS

La sous-traitance produit également un résultat similaire: la grande entreprise peut diviser le travail entre plusieurs équipes qui n'ont pas de relations entre elles et trouver constamment le fournisseur qui lui offre les meilleurs prix. Il devient impossible de s'organiser, de se regrouper face à un employeur insaisissable.

Cela remet évidemment en cause toute la logique de l'organisation syndicale, qui s'est surtout développée depuis un demi-siècle autour de la stabilité de la relation entre un employeur - gros de préférence - et un groupe de salariés. Là où le syndicalisme survit, il risque maintenant d'être perçu comme le représentant des "assez-bien-nantis" par tous ceux qui ne rêvent même plus à la sécurité, à une convention collective, à l'ancienneté...

Car il est aussi plus avantageux pour les entreprises de garder le personnel moins longtemps: la masse salariale des nouveaux employés est évidemment plus basse que celle d'un personnel qui compte une longue ancienneté. D'autre part, le risque constant de congédiement augmente les rendements - et la délation: en travaillant davantage que le voisin, on augmente ses chances de travailler plus longtemps. De toute manière, l'entreprise en bénéficie. La concurrence ne joue donc pas qu'au plan mondial: dans l'usine, le restaurant, le bureau, elle est aussi de plus en plus présente.

D'autres phénomènes aggravent cette précarité. Plus de 70% des emplois se situent maintenant dans le secteur tertiaire, celui des services: il s'agit par exemple des commerces, de la restauration, des bureaux, des services finan-

ciers... Dans bien des cas, les entreprises sont trop petites pour que les employés puissent s'organiser: dans un restaurant qui compte cinq ou six salariés, on ne parvient pas à se syndiquer et le rapport à l'employeur est trop personnel pour qu'on puisse discuter un peu «objectivement».

### LE MONDE DES SERVICES

Le secteur tertiaire pose un autre défi, culturel celui-là. On ne s'étonne pas d'une grève ou de protestations dans les pâtes et papier ou dans le textile. Mais qui a entendu parler de secrétaires en grève chez IBM, de technologues en génie dénonçant leur employeur chez Bombardier, par exemple? Ne pensons même pas à des protestations chez McDonald's. Les milieux d'emploi en croissance sont en bonne part ceux où il n'y a pas de tradition ou de possibilité de regroupement des employé-e-s. Cela ne veut pas dire pour autant que leurs conditions de travail soient meilleures.

### L'AUTOMATISATION

L'automatisation croissante contribue aussi à la précarité de l'emploi. Combien de caissiers peut-on remplacer par un guichet automatique? Déjà, Desjardins a tenté à Montréal l'expérience d'une Caisse presque entièrement informatisée. On n'a alors plus besoin que d'un personnel très spécialisé en quasi-permanence et de quelques personnes moins spécialisées pour faire face aux moments de très grand achalandage. C'est le règne de l'emploi à temps partiel et de l'emploi déqualifié.

Si on ne se résigne pas à papillonner constamment d'un court emploi sans intérêt à un autre, il faut alors se surspécialiser et entrer en concurrence pour les quelques emplois plus valorisants, plus payants, plus stables. Mais, dans bien des domaines, l'offre de main-d'oeuvre est largement supérieure aux besoins: les employeurs peuvent dicter leurs con-

ditions, embaucher pour de courtes périodes, être mesquins sur les salaires...

On se retrouve donc avec plusieurs types de précarité. Certains peuvent s'orienter pratiquement vers le travail à la pige: c'est le cas de plusieurs jeunes professionnels. Au moins, le travail est habituellement intéressant.

D'autres, qui travaillent par exemple pour une grande entreprise comme Pratt & Whitney ou Marine Industrie, vivent au rythme des contrats que décroche leur employeur habituel. Et ils tentent tant bien que mal de combler les temps morts, de se qualifier aussi pour les emplois découlant du prochain contrat qu'aura l'usine si, peut-être...

Et il y a tous ceux qui ne sont pas encore très qualifiés - ou qui ne le sont plus: les jeunes, les personnes un peu plus âgées qui ont perdu l'emploi qu'elles croyaient assuré à vie...

Quand on y ajoute les chômeurs - ceux que compilent les statistiques comme tous les autres, qui se sont découragés - et les prestataires d'aide sociale qu'on veut rendre de plus en plus «employables», on ne s'étonne pas qu'il y ait un malaise... Il faut d'ailleurs prendre garde aux statistiques: tellement de personnes renoncent à chercher un emploi qu'elles disparaissent des chiffres officiels. Elles n'ont pas plus d'emploi pour autant.

Cette précarité atteint tout le monde: les jeunes en sont les victimes les plus visibles, mais les travailleurs un peu plus âgés qui ont le malheur de perdre leur emploi se retrouvent aussi dans cette zone d'insécurité où on a juste assez à dépenser pour survivre sans se révolter. Une concurrence parfois féroce s'installe entre les précaires, au lieu du regroupement.

Quand un organisme communautaire - et on sait qu'ils n'offrent habituellement pas des conditions de travail très attirantes - reçoit des centaines d'offres d'emploi, comme cela est arrivé récemment, c'est qu'il y a un sérieux problème.

La logique dominante tient en une phrase: le marché du travail doit s'adapter aux besoins de l'économie. Cela n'est d'ailleurs pas nouveau, ni lié par exemple au libre-échange. Dès 1981, des documents de réflexion publiés par le Gouvernement du Canada - à l'époque bien libéral - évoquaient des notions comme la mobilité de la main-d'oeuvre d'un océan à l'autre, la rareté des emplois, la formation des travailleurs...<sup>(2)</sup> On y

faisait également une foule de recommandations qui, pour le meilleur et pour le pire, ont sombré dans l'oubli. En fait, on a vu la crise venir. Et on n'a pas fait grand-chose.

Le résultat en est qu'une part croissante de la population vit surtout d'espoir et d'eau polluée. Et que pour un miracle économique qui permet à quelqu'un de s'en sortir, il y a de nombreux cas d'itinérance, pas mal de débrouille, un peu de délinquance et une petite coopérative sympathique qui, ne sachant pas faire face à la concurrence, ferme ses portes. Après cela, et avec l'insécurité aigüe qu'engendre la précarité constante, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait peu d'enfants...

Quand se transforme aussi fondamentalement l'organisation du travail, toute la société suit. On se trouve de plus en plus près du grand rêve libéral, néolibéral et néo-conservateur (l'étiquette n'est pas vraiment importante): chaque individu devient un joueur autonome sur le marché, un entrepreneur qui prend seul ses risques et profite seul de ses réussites. Il écope aussi à peu près seul de ses échecs.

Chacun est en principe égal et peut être aussi chanceux, du consultant bardé de diplômes qui travaille grâce à son micro-ordinateur dans son studio à la personne immigrante en attente de statut qui se cherche un premier emploi au Québec.

La précarité, c'est comme la loterie: avant le tirage, tous et toutes ont autant de chances de gagner; après, on compte surtout des perdant-e-s. ■

(1) Sur ces questions, on pourra lire le dossier que publiera Vie ouvrière sur la situation économique au Canada et dans le monde au cours de l'automne prochain.

(2) **Sommes-nous prêts à changer?** *Le Marché du travail canadien dans les années '80*. Gouvernement du Canada, Min. de l'emploi et de l'immigration, juillet 1981, 46 p.  
**L'évolution du marché du travail canadien** *Un rapport du Groupe d'étude de l'évolution du marché du travail préparé pour le ministre...* Emploi et immigration Canada, juillet 1981, 267 p.

## RENGAGEZ-VOUS, QU'ILS DISAIENT

par Jacques ST-AMANT

- Le taux de chômage officiel est actuellement d'environ 9,3 % au Québec; on compte plus de 320 000 prestataires d'assurance-chômage dans la province.

- 340 000 ménages reçoivent de l'aide sociale. Au total, c'est donc au moins 660 000 personnes qui n'ont pas d'emploi, soit 20% de la population active<sup>(1)</sup>. Dans la majorité des cas, ces personnes sont aptes à travailler.

- Le nombre de demandes de prestation à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) s'élève à plus de 300 000 par année depuis longtemps. On parle aussi de plus de 300 000 accidents de travail et d'environ 150 décès par année, de milliers de cas de surdité professionnelle...

- Une foule de problèmes de santé au travail sont difficilement quantifiables: les problèmes de stress, les accidents dont il n'y a pas de trace chiffrée, les cas d'exposition à des substances toxiques...

- Les 125 000 travailleurs au salaire minimum, par exemple, font environ 10,000\$ bruts par année, s'ils travaillent à temps plein au sens de la Loi sur les normes du travail<sup>(2)</sup>, soit 44 heures par semaine, à 4,75\$ l'heure.

- Environ un million de Canadiens - et surtout de Canadiennes - sont victimes de harcèlement sexuel au travail<sup>(3)</sup>.

- Personne ne parvient à compiler efficacement les cas de discrimination et de violation des droits de la personne qui se produisent en milieu de travail.

Engagez-vous, rengagez-vous, qu'ils disaient<sup>(4)</sup>. **Le travail, c'est la santé.** ■

(1) Ces statistiques décrivent la situation en janvier 1989 et sont extraites de la publication *Le marché du travail*, Québec, Les publications du Québec, vol. 10, no. 5, mai 1989.

(2) (L.R.Q., c. N-1.1) (la LNT pour les intimes).

(3) Lessard, Denis. *1,5 million de Canadiens harcelés sexuellement*. La Presse, 6 avril 1983, p. A-15.

(4) © Gosciny et Uderzo; on a des lettres, à V.O.



JORGE GUERRA

La précarité n'affecte pas seulement les conditions de travail d'une personne, elle envahit toute les dimensions de la vie. Sans sécurité financière, les projets d'avenir dépassent bien rarement à fin de la semaine.

Marc Lesage, auteur d'un essai sur cette question intitulé "*Les vagabonds du rêve*",<sup>(1)</sup> a étudié l'impact de la précarité au niveau de la culture, du mode de vie et des valeurs des gens.

Hors des sentiers connus, les "précaires" doivent réinventer la vie. Deux figures s'imposent alors. Le **précaire triste**, celui qui, en perdant un travail stable, perd aussi son principal, sinon unique lien de valorisation sociale. Dévalorisé, se croyant personnellement coupable de la situation qui l'afflige, il s'isole. Dans la précarité, il craque.

La deuxième figure constatée par Marc Lesage réfère plutôt au **précaire heureux**. Celui qui, animé d'une conscience alternative ou scandaleuse, s'inscrit en rupture des normes sociales établies du fait de ses conditions objectives d'existence. À ce mode de vie précaire se conjuguent alors de nouveaux pôles de références et un nouveau

système de valeurs. Il profite de la situation pour se réaliser en marge de la société de consommation. La création devient bien souvent un moyen d'expression et de valorisation important pour lui.

Sa conscience sociale l'amène à réagir à la misère qui se développe pourtant dans un monde d'opulence. Porteuse d'une sensibilité écologique et d'un sens inné de la démocratie, elle se manifeste aussi dans le désir d'entreprendre, de créer, de réaliser un travail socialement utile. Elle fait appel à une nouvelle éthique de "l'entrepreneurship". Est-ce possible dans notre société "d'entreprendre" sans être capitaliste?

En fait, il s'agit de déterminer si, au-delà des problèmes matériels bien réels posés par la précarité, une nouvelle culture plus communautaire, plus proche de l'essentiel de la vie, moins productiviste, n'est pas en train de se développer? **La précarité...civilisée?**

C'est une des hypothèses soulevées par Marc Lesage.

"Il y a ce refus catégorique du travail abrutissant et aliénant, il y a aussi une grande adhésion au travail de communication, de relations sociales, de création

artistique ou intellectuelle. Lorsqu'on exécute ce genre de travail, même très marginalement, on sent qu'on se réalise, qu'on fait vraiment quelque chose. Le travail apprécié, valorisé, est le travail créateur. Les moyens pour y arriver sont multiples; les projets, diversifiés et personnalisés. On préfère prendre ce qui passe, si cela est intéressant, même si ce n'est pas pour longtemps et peu rémunérateur comparativement à un boulot plus ennuyant. *Vagabond du rêve*, on est instable mais disponible...

L'usine est un bain et l'écran cathodique, un barbelé. Plutôt que de s'y enfermer, la fuite sous toutes ses formes et permissivités devient une planche de salut. S'il y a fuite du travail "plate et dégueulasse", il y a aussi fuite des conditions matérielles nécessaires pour s'y obliger. Les unions amoureuses sont libres et on n'a pas d'enfants, non parce qu'on ne le souhaiterait pas, mais parce qu'on se refuse à demeurer coincé dans le cercle infernal du métrou-boulot-dodo, toute sa vie."

La précarité confronte alors aussi les rapports amoureux. Normand Comte, membre de l'équipe nationale de la JOC, le constate aussi dans son réseau. "On se demande s'il est possible d'aimer sans possibilité de projeter dans le temps?" Cette situation permet, certes, l'expérimentation plus fréquente de l'amour-passion mais laisse bien peu de place au développement de quelque projet. En fait, selon Normand Comte, on reconnaît actuellement deux modèles dominants: *la précarité des relations affectives* et, à l'inverse, *des gens qui concentrent tout sur le couple*, qui tentent de s'en sortir en s'organisant à deux mais, bien souvent, en s'isolant et, finalement, en mettant une pression énorme sur la réussite de cette vie de couple. ■

(1) Lesage, Marc. *Les vagabonds du rêve. Vers une société de marginaux*, publié chez Boréal en 1986.



# L'art d'attirer les mouches avec du vinaigre

par Nicole BRAIS

La fin de l'été se prête bien aux dernières balades de flâneurs. Il peut même être agréable de jouer les touristes en vacances dans sa propre ville. Quand je me sens dans de pareilles conditions, je vais me promener dans l'ouest de la ville... Si vous cherchez le dépaysement... faites-en autant!

Ainsi peut-être découvrirez-vous que Montréal se met à l'heure des grandes villes nord-américaines: une couple de cages à poules (lire condos) ultra-chères, ultra-chics et de boutiques assorties en plein centre-ville... de quoi attirer quelques oiseaux rares en mal de gaz carbonique. En fait de prestige, ça ne remplacera jamais une agence spatiale, mais ne tournons pas le fer dans la plaie. Vous pousserez peut-être la hardiesse jusqu'à lécher quelques vitrines de boutiques italiennes en risquant un coup d'oeil furtif du côté de l'étiquette (toujours à l'envers). Vous en serez quitte pour un soupir de dépit. Vous semez toujours vous reconforter en vous

payant une glace italienne, histoire de consommer aux Cours Mont-Royal: tant qu'à lécher, mieux vaut une glace qu'une vitrine. Et de toute manière, consolez-vous, les dames qui y magasinent vraiment ne sont qu'une bande d'irresponsables et de névrosées.

Vous pourriez me taxer d'être envieuse ou pire, d'avoir des préjugés, si je n'avais pas tiré cette conclusion directement de la publicité même des Cours Mont-Royal. Vous imaginez-vous un directeur d'entreprise dans le pire de la crise, quand la faillite menace sa boîte, courir magasiner des sous-vêtements? Ou plus près de nous, une assistée sociale dont le chèque a été coupé (vous savez pourquoi), courir chez Woolco acheter un nouveau frigidaire?

Eh bien les cours Mont-Royal n'en attendent pas moins de leurs clientes. Elles ont encore une tête ("les Cours Mont-Royal, venez-y perdre la tête"), qu'elles perdent effectivement facilement ("Quand j'ai appris que

les affaires allaient mal, ça m'a tout énervée"). Elles suivent la bourse ("tout le monde attend un nouveau Krach...") et la délie rapidement ("quoi de plus excitant quand on ne fait plus assez d'argent que d'aller en "défaire" un peu...") Et enfin, elles ont un mal à l'âme (ce n'est pas dit qu'elles en ont une) qu'elles soignent soit chez l'analyste ("oubliez votre analyste") ou encore mieux... aux Cours Mont-Royal ("l'effet thérapeutique est assuré").

Je vous encourage encore fortement à visiter le centre-ville, mais évitez les basses cours, de peur qu'on ne vous confonde avec une de ces riches écervelées. Et surtout, ne tombez pas dans le panneau des publicités frauduleuses: **l'argent ne fait pas le bonheur... tout le monde le sait!**

**Note: Le Conseil de la statut de la Femme a décerné son prix Démérites aux Cours Mont-Royal pour leur publicité sexiste.**

## LE MONDE VU D'EN BAS





La transformation d'un vieux bâtiment industriel, la COPAK, en une résidence pour étudiant-e-s de l'Université McGill à St-Henri a retenu l'attention de plusieurs groupes populaires au cours de l'hiver 1989. Ce dossier a suscité au sein de ces groupes des débats déchirants et des contradictions importantes sur les types d'interventions et de pratiques que les intervenant-e-s communautaires doivent privilégier pour défendre adéquatement les intérêts des résidants pauvres d'un territoire comme le Sud-ouest de Montréal. Les débats ont porté, principalement, sur les stratégies qui doivent être utilisées par les groupes populaires lorsqu'un promoteur privé ou public manifeste son intention d'investir du capital dans un quartier.

Pour une majorité de groupes<sup>(1)</sup> et de personnes qui sont intervenus dans le dossier de la résidence pour étudiant-e-s de l'Université McGill, il était essentiel de négocier avec cette institution, afin de **compenser** l'impact que pourrait avoir l'arrivée d'une population étudiante dans un des quartiers les plus pauvres de Montréal.

Pour les intervenant-e-s communautaires, cette compensation devait faire l'objet d'un protocole dans lequel l'Université s'engagerait à participer, via des ressources humaines et financières, aux principales activités du Sud-ouest: formation, création d'emplois, promotion du logement social, etc. Cette formule est mieux connue sous le nom de "linkage".

Pour d'autres groupes<sup>(2)</sup>, il était inacceptable que le quartier St-Henri et sa population perdent un bâtiment et un terrain industriel d'une superficie de près de 50,000 pieds carrés.

Dans un contexte où des milliers de ménages du Sud-ouest sont littéralement emprisonnés dans une économie de survie, il est fondamental de protéger et de conserver tous les espaces dis-

# NON À LA FERMETURE DE NOS QUARTIERS; PAS DE SCHEFFER- VILLE DANS LE SUD-OUEST

par Jean-Pierre WILSEY

ponibles pour, soit un développement économique local, soit la construction de logements sociaux. Ce territoire a connu, depuis les vingt dernières années, un déclin démographique et économique d'une telle ampleur que la région est devenue la zone urbaine la plus sinistrée du Québec: perte de 20,000 emplois; plus de 6,000 personnes sont bénéficiaires de l'aide sociale; 30% de la population active est sans travail, etc.<sup>(3)</sup>

(1) Programme économique de Pointe St-Charles, Urgence Sud-ouest, Table de concertation des groupes de St-Henri / Petite Bourgogne.

(2) POPIR-Comité logement St-Henri, ODAS, Comité action chômage du sud-ouest.

(3) Informations recueillies dans un rapport du Comité de la relance de l'emploi et de l'économie du S-O (CREESOM).

**LA COPAK, UNE FOIS...  
LA COPAK, DEUX FOIS...  
LA COPAK, TROIS FOIS...  
VENDUE !**

Les investisseurs industriels et immobiliers ont abandonné progressivement cette région de la ville, exception faite du quartier de la Petite Bourgogne où de gros promoteurs immobiliers comme Marzim et Prével ont construits des "Condos" à proximité du Canal Lachine. Ces promoteurs ont souvent recyclé de vieux bâtiments industriels laissés vacants à la suite de la fermeture d'entreprises comme "Canadian Bag" et "Red-path Sugar".

Pour plusieurs observateurs, le dépeuplement du sud-ouest est sur le point de se terminer. La proximité du centre-ville, la revitalisation du marché Atwater et de la rue Notre-Dame, l'accessibilité au métro, le très "poétique" Canal Lachine, la grande disponibilité de terrains vacants ( plus de un million de pieds carré), sont autant de facteurs qui devraient accélérer dans les prochaines années les investissements de capitaux et la "gentrification" de ces quartiers. Dans ce contexte, l'arrivée des étudiant-e-s de l'Université McGill est-elle vraiment une menace pour St-Henri, d'autant plus que cette population, règle générale, n'est pas très riche? Si nous nous appuyons sur certaines expériences vécues, il y a quelques années, dans les quartiers Milton Park et Plateau Mt-Royal, il devient évident que l'arrivée d'une nouvelle population et d'une nouvelle culture a provoqué dans ces quartiers des transformations sociales et économiques majeures. Il ne s'agit pas d'affirmer que les étudiant-e-s sont des acteurs actifs de l'embourgeoisement des quartiers populaires mais ils peuvent en être, bien involontairement, les initiateurs.

L'implantation d'une population "artiste" sur le plateau Mt-Royal au milieu

des années '70 et d'une population étudiante dans Milton Park vers la même époque a fait en sorte qu'une partie de ces quartiers est devenue culturellement très intéressante: nouvelles habitudes de consommation, pratiques contre-culturelles (alimentation naturelle, jeune théâtre, etc.). Ces nouveaux courants sociaux ont très souvent précédé de quelques années la spéculation foncière. Les spéculateurs immobiliers sont des gens à l'imagination médiocre, mais ils sentent l'odeur de l'argent mieux que quiconque. Ils sont capables de flairer les lieux urbains où l'on peut réaliser des gains financiers importants.

Une fois tel quartier devenu plus attrayant en terme de services pour les classes moyennes et moyennes supérieures (enseignants, cadres d'entreprises, journalistes, etc.), on y voit toujours apparaître des marchands immobiliers plus soucieux de rentabiliser leurs investissements rapidement que d'améliorer la qualité de vie de la population traditionnelle des vieux quartiers. Le cycle de la rénovation résidentielle et urbaine se met en branle avec son lot d'expulsion de locataires trop pauvres pour demeurer dans un beau triplex rénové. Cette réalité fut celle de Milton Park et du Plateau Mt-Royal; elle risque à moyen terme d'être celle de St-Henri.

## UNE ADMINISTRATION MUNICIPALE FANTÔME

Dans ce dossier, la Ville de Montréal a tenté d'adopter le projet de l'Université le plus rapidement possible; sans aucune consultation auprès des intervenant-e-s du milieu et dans un profond mépris des règles démocratiques. Sans l'intervention des conseillers et des groupes locaux ce plan d'ensemble aurait été entériné au Conseil municipal à la fin du mois de février. En effet, suite aux pressions des groupes du secteur, le Comité Conseil d'Arrondissement du Sud-Ouest (C.C.A.) adoptait à l'unanimité, le 21 mars dernier, une résolution demandant au Comité exécutif de la Ville de tenir des

consultations publiques sur ce sujet. Les groupes ont finalement obtenu ces consultations publiques qui se sont déroulées au cours du mois d'avril. Le comité exécutif avait-il vraiment le choix? Un refus de sa part, et la crédibilité des CCA aurait été minée pour longtemps.

Plusieurs personnes avaient de nombreuses inquiétudes sur le déroulement de ces consultations improvisées: s'agissait-il d'un véritable exercice démocratique ou, plutôt, un lieu pour créer un consensus large et ambigu afin de faciliter l'adoption du projet McGill lors d'un prochain Conseil municipal? La rapidité avec laquelle se sont déroulées les consultations laisse croire que Montréal voulait en finir rapidement avec toute cette histoire.

Pire encore, le comité exécutif, avec John Gardiner en tête, s'est caché derrière les fonctionnaires du Service de l'habitation. Jamais les politiciens municipaux ne sont intervenus sur la place publique pour défendre le projet de l'Université. Est-ce de la lâcheté ou simplement une nouvelle volonté politique qui consiste à abandonner aux fonctionnaires les dossiers trop "hot"? Cette attitude indispose de nombreuses personnes qui voient l'administration montréalaise investie par les technocrates, et cela au détriment d'une véritable démocratie municipale. Est-ce le début d'une nouvelle ère Drapeau, plus moderne et plus subtile?

## UN QUARTIER À VENDRE

Sous le leadership du Programme économique de Pointe St-Charles, de nombreux groupes populaires ont décidé d'abandonner toute forme d'opposition au projet McGill; ils ont tenté de négocier directement avec l'université pour obliger cette dernière à compenser la perte d'un espace industriel. Après de nombreuses rencontres de négociation, les parties ont signé un protocole qui prévoit: la formation d'un comité conjoint université/communauté pour facil-

iter l'intégration des étudiants dans le milieu et promouvoir la recherche; l'Université s'engage à favoriser l'embauche locale; l'Université prêtera \$500,000 pour cinq ans au Fonds d'investissement social en habitation.

Que doit-on penser de ce genre de compensation? Au départ, cette formule semble attrayante: un promoteur désire s'implanter dans un quartier; son projet aura des effets négatifs dans la communauté, alors essayons de minimiser les impacts de ces investissements en l'obligeant à verser l'équivalent des dommages et intérêts. Pour certaines personnes, les questions de fond sont les suivantes: doit-on participer à la vente de nos quartiers morceau par morceau sous prétexte qu'un promoteur nous prête de l'argent? Dans ce dossier, a-t-on vraiment évalué l'impact social que pourrait avoir un projet de ce type? Les préjudices sociaux que pourrait subir le quartier St-Henri doivent-ils vraiment être compensés de cette façon? Lorsqu'un spéculateur comme le groupe Marzim présentera un projet immobilier dans le Sud-ouest, les groupes populaires auront-ils le même comportement de compromis/marchandage?

Une systématisation de ce type de négociation pourrait avoir à moyen terme des effets très néfastes sur l'aménagement et le développement de nos quartiers pour au moins deux raisons. Premièrement, même si les compensations permettent dans le meilleur des cas la réalisation de logements sociaux et la création d'emplois, il n'en demeure pas moins que nous abandonnerions l'aménagement de nos quartiers aux promoteurs privés, et cela risque de générer un développement anarchique. N'oublions pas que le capital injecté sur un territoire sera toujours beaucoup plus important que les indemnités accordées. Deuxièmement, il est inacceptable de concevoir le développement exclusivement sur des bases économiques; tout projet doit être évalué à la lumière de son impact dans la communauté et il va de soi que toute réalisation qui ne bénéficie pas directement à la population locale devrait être refusée.



Manifestation organisée par le POPIR le 26 avril 1989 - Photo: FRAPRU

## LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Si nous voulons vraiment nous assurer un véritable contrôle sur l'aménagement de nos quartiers, il est essentiel de se doter des moyens nécessaires.

Une des voies possibles serait que l'administration municipale privilégie comme principale mesure l'appropriation collective du sol et des logements. La ville doit se fixer comme objectif d'acquérir un maximum de terrains et de bâtiments dans certaines zones désignées.

Les moyens utilisés seraient diversifiés et systématiques: achat de gré à gré, droit de préemption municipal, expropriation.

Cette politique d'acquisition pourrait être complétée par un financement adéquat des sociétés acheteuses sans but lucratif.

Les résultats souhaités seraient:

- 1- Favoriser une meilleure planification urbaine;
- 2- Faciliter l'implantation de programmes d'habitations sociales;
- 3- Minimiser l'évolution du prix des terrains et des logements;
- 4 Récupérer l'augmentation des valeurs foncières à des fins sociales. ■

Jean-Pierre Wilsey est coordonnateur au POPIR  
- comité logement St-Henri.

## PROJET DE L'UNIVERSITÉ MCGILL À ST-HENRI

**7 septembre 1988:** L'Université McGill acquiert les bâtiments et le terrain d'une ancienne entreprise de fabrication de contenants en plastique à St-Henri, la Copak. Coût d'acquisition: \$2.7 millions.

**30 janvier 1989:** Le Conseil municipal adopte en première lecture un projet de règlement, afin d'autoriser l'Université à recycler un bâtiment industriel en résidence pour étudiant-e-s.

**21 mars 1989:** Le Comité conseil d'arrondissement du Sud-ouest adopte à l'unanimité une résolution demandant au comité exécutif de faire des consultations publiques sur ce projet.

**30 mars 1989:** Le comité exécutif autorise la tenue de consultations publique et nomme une commissaire.

**26 avril 1989:** Manifestation sur le terrain de la Copak organisée par le POPIR - comité logement et l'ODAS.

**26,27 avril, 2 mai 1989:** consultations publiques et présentation des mémoires

**5 mai 1989:** Dépôt du rapport de la commissaire qui recommande l'adoption du projet.

**5 au 15 mai 1989:** Négociation entre des représentants des groupes et l'Université McGill dans le but d'en arriver à une entente sur l'implication de l'institution dans la communauté.

**15 mai 1989:** Adoption du projet McGill par le Conseil municipal et signature d'un protocole entre McGill et le milieu.



## COMBATTRE LE BUDGET WILSON

**Solidarité Populaire Québec** a cinq ans. Cette coalition nationale qui peut compter sur l'appui d'une centaine de groupes membres et qui a des composantes dans trois régions: Sherbrooke, Québec et St-Jean, ne cesse dans ses bulletins de liaison (réguliers et spéciaux) de dénoncer les différentes mesures antisociales mises de l'avant par le gouvernement Mulroney.

Sous le titre "Mettons le budget sur la voie!", SPQ mène une campagne nationale de protestation contre le plus récent budget du gouvernement conservateur, le qualifiant de "rupture du contrat social". L'extrait de texte qui suit démontre à quel point SPQ a raison: "Des générations de Canadiens et de Canadiennes ont travaillé à la mise en oeuvre d'un système social qui repose sur une entente contractuelle unique avec le gouvernement. Avec cette entente, les Canadiens et Canadiennes ont revendiqué leurs droits démocratiques fondamentaux en tant que citoyens à un système de programmes sociaux qui leur garantit un accès équitable à l'emploi, à l'éducation, aux soins de santé, à la sécurité du revenu, aux services publics, à la protection des consommateurs et à l'épanouissement culturel, en plus d'une juste imposition fiscale.

"Aujourd'hui, le gouvernement en place veut rompre l'entente. L'Accord de libre-échange a posé les premiers jalons d'une harmonisation de nos programmes économiques et sociaux avec ceux des États-Unis. Le récent budget Wilson a pour objet d'accélérer ce mouvement et, ensemble, ces stratégies économiques vont réduire à néant l'investissement de nos parents et de nos grand-parents dans le Canada démocratique de demain.

"... Nous soutenons que le problème constant au Canada reste le chômage et l'inégalité sociale, et non pas le déficit. Celui-ci trouve ses principales causes dans le niveau toujours élevé du chômage et des taux d'intérêt, et dans les milliards de dollars octroyés à d'importantes entreprises qui, en retour, offrent comparativement peu d'emplois. "... En affaiblissant un grand nombre de nos programmes sociaux, le budget Wilson ne fait que rompre le contrat social qui entrave la mise en oeuvre effective de l'Accord de libre-échange. Par conséquent, nous nous y opposons... Le temps est venu de réunir nos forces et de nous opposer à ces actions, pour le bien des générations à venir".

## À PROPOS DU BUDGET, SAVEZ-VOUS QU'IL VA...

- 1) Couper votre service de train, finir de privatiser Air Canada, empirer le service postal et couper de nouveau les budgets de Radio-Canada!
- 2) Aggraver le déficit des garderies et rendre difficile l'ouverture de nouvelles garderies!
- 3) Rendre plus difficile l'accès à l'assurance-chômage, augmenter les pénalités pour une personne qui quitte son emploi, raccourcir la période de prestations et augmenter les primes!
- 4) Couper d'au moins 15% le budget des organisations de promotion des femmes, des programmes de multiculturalisme, des langues officielles et des autochtones!
- 5) Contribuer à détériorer davantage la qualité des services de santé!
- 6) Couper les programmes de développement régional et aggraver le problème du chômage!

7) Hausser vos impôts!

8) Augmenter le prix des biens assujettis à la taxe de vente fédérale. En 1991, il y aura une nouvelle taxe sur tous les services: avocats, garderies, coupe de cheveux, etc.!

9) Détruire les espoirs de beaucoup de familles d'accéder à un logement social. Déjà plus d'un million de ménages québécois sont mal logés!

10) Mettre en cause le principe de l'universalité des allocations familiales et de la pension de sécurité de vieillesse!

11) Couper une partie du soutien aux entreprises agricoles!

12) Réduire de 360\$ millions le programme d'aide publique au développement des pays du tiers monde!

## NON À LA RÉFORME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

En collaboration avec le Regroupement des Chômeuses et Chômeurs du Québec, le Front Commun des Personnes Assistées Sociales du Québec, le Mouvement Action Chômage de Montréal et la CSN, **Solidarité Populaire Québec** a préparé quelques bulletins d'information pour dénoncer le projet de réforme de la loi d'assurance-chômage que s'appête à adopter le gouvernement canadien. Une réforme qui fera que 200 000 prestataires seront coupés et que le fonds sera réduit de 1,3 milliards de dollars.

Voici, tirés d'un de ces bulletins, les principaux effets de la réforme d'assurance-chômage:

- La réforme augmentera le nombre de semaines requis

pour être admissible, c'est-à-dire qu'il faudra travailler en moyenne 6 semaines de plus que les 10 ou 14 semaines exigées actuellement. Cette mesure affectera principalement les travailleurs saisonniers, soit ceux et celles qui chaque année se retrouvent sans emploi durant quelques mois.

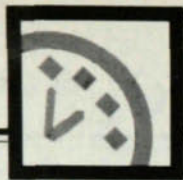
- La réforme changera les barèmes liés au taux de chômage régional, de sorte qu'à Montréal, par exemple, on touchera 11 semaines de moins de prestations

- La réforme prévoit, pour les personnes qui quittent leur emploi "sans raison valable", l'exclusion complète du bénéfice des prestataires pour une période variant de 7 à 12 semaines et la réduction automatique du montant des prestations à 50% de la rémunération assurée. Par ailleurs, faisant fi des erreurs et des mauvaises interprétations imputables à la complexité de la loi, la réforme imposera de fortes amendes à ceux et celles qui omettront de déclarer un changement de situation ou encore un revenu de travail.

- La réforme entraînera une hausse des cotisations de l'ordre de trois milliards de dollars, puisque le gouvernement a décidé de mettre fin à sa participation au régime d'assurance-chômage

- La réforme propose de prendre 700 millions de dollars dans les poches des prestataires pour les affecter à des programmes de formation au service des employeurs.

Voilà au moins cinq bonnes raisons de s'opposer à l'adoption d'une telle réforme, dont les retombées risquent de nous affecter tous et toutes un jour ou l'autre ■



# Skin Heads: LA TENTATION RACISTE

par Daniel HUBERT



MARCEL BLOUIN - VOX POPULI

**P**armi les diverses tendances qui fractionnent la jeunesse le courant skinhead est devenu un point de référence majeur. Ainsi, en interprétant les données d'un sondage auprès d'un millier de jeunes fréquentant les écoles et cégeps du Québec, le journaliste Benoît Boutin écrivait: "Entre les hippies des années '60 et les skin heads des années '80, les 15-18 n'ont guère le choix: ils sont condamnés au juste milieu."<sup>(1)</sup>

Le style skinhead se démarque, en effet, des autres sous-cultures des jeunes, notamment au plan vestimentaire et physique: crâne rasé pour les garçons, paire de jeans, bretelles, t-shirt, veste d'aviateur et bottes de travail "Doc Martens". Cette démarcation, qui crée une image forte et dure, n'est pas sans créer un effet attirant chez certains jeunes, et

un réflexe d'étiquetage chez les adultes. Ce courant a une dimension internationale: tant en Europe de l'Est que de l'Ouest, aux États-Unis et au Canada, le look skin est à la mode et rejoint des individus aux opinions et aux comportements très diversifiés.

C'est au sein même de cette contre-culture que s'est dégagé un courant violent qui fait de la promotion de la suprématie blanche, de l'antisémitisme et de la discrimination anti-gais sa principale marque de commerce. Ce courant est celui des skin heads racistes. Les médias européens et américains ont fait, au cours des dernières années, une couverture importante de ce phénomène.

Il y a plus d'un an et demi, la Ligue des droits et libertés était saisie de l'existence de manifestations idéologiques **d'extrême-droite** et d'actes de violence générés

dans ce milieu, et décidait d'effectuer une enquête dont nous vous présentons ici quelques éléments.<sup>(2)</sup>

## L'ASPECT INTERNATIONAL

Le courant skinhead origine d'Angleterre et s'élabore au cours des années soixante et soixante-dix, en rupture avec le modèle punk, représenté notamment par le groupe "Sex Pistols", dénoncé pour son "caractère décadent et petit-bourgeois". Les skin heads se créent alors une identité propre et disent appartenir à la classe ouvrière. Au cours des années quatre-vingt apparaîtra une tendance raciste qui prône et pratique le "paki-bashing" (l'attaque physique des citoyens d'origine pakistanaise et asiatique).

Les traits saillants de cette tendance: culte de la violence, xénophobie, patriotisme fanatique, rêve de la suprématie blanche. La référence culturelle est constituée par la musique "OI". Le porteur standard de ce courant était et est toujours le groupe musical Skrewdriver, dirigé par Ian Stuart, organisateur du parti d'extrême-droite National Front.

Les skin heads d'Angleterre, comme ceux des autres pays européens, ont été associés aux événements violents provoqués par les "hooligans" dans les stades de soccer.

Cette dérive vers l'activisme raciste sera soutenue par les forces politiques de l'extrême-droite dont la stratégie culturelle consiste à contourner le refus de la politique de la part des jeunes en présentant le fascisme comme un nouvel élément contre-culturel. Les punks et les skin heads qui ne canalisent pas leur révolte anti-autoritaire dans cette direction créeront alors leurs propres groupes et instruments culturels. Les **skin heads de gauche** mettent ainsi sur pied des groupes musicaux comme les "Redskins".

C'est cette culture non homogène et porteuse de contradictions qui sera exportée dans différents pays par les divers canaux de la grande industrie culturelle. On assistera un peu partout aux mêmes tentatives de récupération politique par les composantes de l'extrême-droite.

En France, le Front national, Troisième Voie, sa section Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires et d'autres formations ont pêché et pêchent toujours dans ces eaux troubles. En Allemagne, la mort de Rudolph Hess, criminel de guerre nazi et figure de proue glorifiée par Skrewdriver, a donné lieu à des manifestations spectaculaires des réseaux locaux de skin heads. La revue française *Article 31*, spécialisée dans la surveillance de l'extrême-droite, brossait récemment un tableau des ramifications internationales et des échanges de ce réseau bruyant qui peut profiter à la fois des percées électorales des partis d'extrême-droite en Europe du nord, en Allemagne fédérale, en Autriche, et de la banalisation des thèmes racistes dans l'opinion publique qui en découle (voir le n° 48, avril 1989).

Aux États-Unis, le mouvement néonazi, particulièrement le groupe White Aryan Resistance dirigé par Tom Metzger (qui diffuse sur les réseaux de télévision câblée son émission "Race and Reason") et le Ku Klux Klan offrent un appui logistique et idéologique aux groupes de skin heads racistes caractérisés par un antisémitisme virulent. De New-York à Los Angeles, existent aussi, par contre, des réseaux de skin heads anti-racistes qui veulent faire entendre un autre son de cloche.

## AU CANADA

Sous l'impulsion de la culture skinhead internationale, un mouvement similaire s'est développé progressivement au Canada depuis le début des années '80.

Au plan politique, la circulation chez nous de la propagande et le déplacement des membres des organisations d'extrême-droite européennes et surtout américaines, dont Aryan Nations et le Ku Klux Klan, ont fait en sorte que des individus s'affichent depuis quelques années comme membres ou sympathisants de ces organismes. De plus, des organisations d'extrême-droite locales, tels le Western Guard et le Nationalist Party of Canada (basés à Toronto), tentent des percées dans ce milieu. Cette évolution s'est surtout manifestée dans les centres urbains, dont Montréal.

Dans la région montréalaise, il y a quelques années, les punks et les skin heads coexistaient de façon relativement pacifique, et ils se retrouvaient dans des bars comme le Cargo ou les Foufoules électriques. C'est dans le secteur anglophone de la ville que s'est d'abord implanté le mouvement skin head. Des groupes musicaux comme Discords et Gassenhauer ont servi de catalyseurs dans la formation de la micro-société skinhead et ont attiré des jeunes d'autres parties de la ville. Jusqu'en 1985, les premières générations de skin heads sont de façon générale plus ou moins modérées sur le plan politique. La culture skinhead s'est ensuite étendue dans les quartiers francophones et, depuis environ quatre ans, dans les banlieues. On retrouve maintenant des groupes à Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières et Joliette, principalement.

De vives tensions sont apparues entre les punks et les skin heads à Montréal à partir de 1987, en particulier après un spectacle du groupe Capitalist Alienation, au cours duquel plusieurs personnes furent blessées par des skin heads. D'autres affaires du genre se sont répétées au cours des dernières années.

Par ailleurs, les événements violents dans lesquels les skin heads sont impliqués sont de divers ordres. Il y a des conflits qui surgissent entre groupes de jeunes, des agressions commises par des individus et des groupes de skin heads sans motif autre que le simple goût de la violence, et enfin les agressions verbales et physiques à motivation raciste.

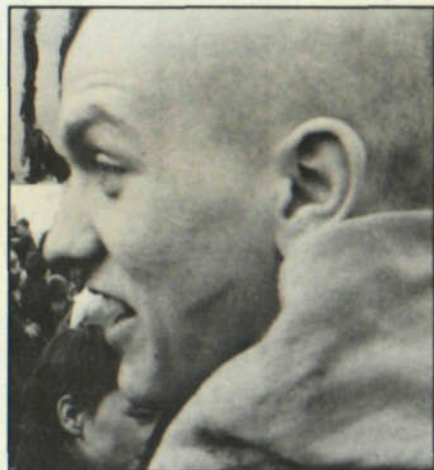
La commercialisation du message fasciste est aussi en cours avec la vente de drapeaux à croix gammée, t-shirt à l'effigie d'Hitler célébrant sa "victorieuse tournée européenne de 1939-1945", et autres trucs néo-nazis. Des tentatives sporadiques d'organisation se manifestent, comme le démontre la circulation d'un tract de recrutement des "United Skin heads of Montréal" qui se définit comme un groupe national-socialiste voué à la survie de la race blanche.

## DES ENJEUX SOCIAUX ET POLITIQUES

L'apparition d'un courant raciste et violent dans la jeunesse interpelle tous les acteurs sociaux. Situer correctement les paramètres de ce phénomène et sa dynamique est une première exigence pour qui veut agir sur cette situation, qui dans ce cas-ci n'implique pas seulement des

jeunes, mais aussi les adultes qui les manipulent.

À Montréal, dans le contexte où la violence dans les transports en public et les gangs de jeunes occupent souvent le devant de la scène publique, des appels à la répression de toute la jeunesse et de toute forme de marginalité n'ont pas manqué de se manifester, entre autres dans le cadre des "lignes ouvertes" radiophoniques. Pour éviter ce piège, c'est l'ensemble de la condition des jeunes, de leur exclusion sociale et économique, qu'il faut mettre en perspective.



MARCEL BLOUIN - VOX POPULI

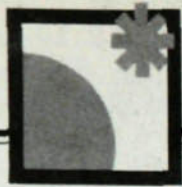
Les organisations de jeunes, les travailleurs de rue, les éducateurs et ceux qui sont quotidiennement avec les jeunes sont au cœur d'actions et d'essais de solutions qui se réalisent souvent hors caméra.

Quand des jeunes de Montréal organisent des festivals "Rock contre le racisme" à la salle l'Alambic de l'est, en rejoignant ainsi des centaines de punks, de skin heads et de rockers, comme cela s'est produit en mars dernier, faut-il se demander d'où pourra venir l'énergie et l'imaginaire nécessaires pour contrer l'aiguillage de la jeunesse dans le cul-de-sac de l'activisme raciste? ■

Daniel Hubert est agent d'information à la Ligue des droits et libertés.

(1) "Le pouvoir, connais! La génération qui va régler la note." *L'Actualité* juin 1989, p. 40. Sondage sur les valeurs des jeunes.

(2) La recherche de la Ligue présente un tableau du cadre légal et juridique mis en oeuvre dans l'éradication du racisme (Lois des droits de la personne, chartes, dispositions du Code criminel sur la propagande haineuse, conventions internationales,...) avec des exemples d'application. Elle traite également des expériences de lutte contre l'activisme raciste et les organisations d'extrême-droite, et du rôle et des responsabilités de la presse dans la couverture de ces organisations.



# L'URSS DÉCOUVRE SES PROBLÈMES NATIONAUX

par Dominique AREL

Les États-Unis constituent un peuple d'immigrants, venus de dizaines de nations (incluant le Québec) qui se sont assimilés au fil des générations pour former un nouveau peuple: le peuple américain. En ce sens, la société américaine est multiculturelle, puisque les immigrants continuent d'affluer, mais non multinationale. L'Union soviétique, en revanche, est à la fois multiculturelle et multinationale. Les nations non-russes qui peuplent son territoire n'y ont pas immigré, mais ont été conquises à un moment ou l'autre de la longue période d'expansion de la Russie, entamée par les victoires d'Ivan le Terrible sur les Tartares de Kazan et d'Astrakhan en 1553. À l'exception des Allemands, invités par la grande Catherine, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à venir établir des colonies agricoles le long de la Volga, et des Juifs, peuple de la diaspora, et de quelques autres cas particuliers dont nous parlerons plus loin, les nations de l'URSS occupent leur terre ancestrale.

Ces nations sont nombreuses. Plus d'une centaine sont recensées et reconnues officiellement par l'État. 78 d'entre elles sont suffisamment peuplées pour leur permettre d'être représentées au Congrès du peuple, qui s'est ouvert fin mai. Quinze ont le statut de république: les Russes, et leurs cousins slaves les Ukrainiens et les Biélorusses; les trois principaux peuples du Caucase: les Arméniens, les Géorgiens et les Azéris; les Baltes: Estoniens, Lituaniens et Lettons; les Moldaves, qui sont en fait les Roumains de Bessarabie, annexés en 1945; et les peuples musulmans d'Asie centrale: Kazaks, Turkmènes, Ouzbèkes, Kirgizes et Tadjiks. Une vingtaine d'autres ont un statut moindre de "république autonome" ou de "région autonome", leur territoire étant situé à l'intérieur d'une des républiques susnommées.

Jusqu'à tout récemment, la question nationale n'existait pas dans la propagande officielle. Et comme les médias étaient fermement contrôlés par le parti, elle n'existait pas non plus dans les journaux ou à la télé. Les autorités avaient décrété que les problèmes nationaux avaient été définitivement "résolus", que les relations entre les peuples étaient caractérisées par un climat d'"amitié" et d'"internationalisme" et que le socialisme allait progressivement favoriser leur "union" progressive en une nouvelle entité supranationale: le peuple soviétique. Cette idéologie découlait directement de l'idée marxienne<sup>(1)</sup>, reprise par Lénine, voulant que la conscience nationale ne corresponde qu'à une étape transitoire du développement historique: le stade capitaliste. Dans une société socialiste, cette conscience devait nécessairement disparaître. Périodiquement, cependant, le pouvoir devait admettre que certaines "survivances capitalistes" avaient la vie dure, en purgeant des leaders républicains, accusés de "déviation petite-bourgeoise et nationaliste" et en châtiant sévèrement (camps de travail, exil) des citoyens impliqués dans des mouvements nationalistes. Mais ces cas "anti-sociaux et anti-soviétiques" étaient présentés comme isolés, ou étaient tout simplement ignorés par la presse.

## FEU L'UNANIMITÉ

En un peu plus de deux ans, la façade de l'harmonie des peuples soviétiques s'est écroulée avec une rapidité que personne n'aurait pu prévoir. Tout a commencé en décembre 1986, au moment où Sakharov était libéré, et à quelques semaines de la réunion des dirigeants du parti qui allait officiellement décréter la



Des militants arméniens déploient le drapeau tricolore de l'ancienne république indépendante d'Arménie.

**glasnost** et la **perestroïka** (l'ouverture politique et la restructuration de l'économie). Pour la première fois depuis la guerre, une manifestation à caractère nationaliste tourne à l'émeute: les Kazaks protestent furieusement contre le remplacement du leader kazak par un Russe. Cet événement a entraîné une véritable réaction en chaîne:

- **En juillet 1987**, les Tartares de Crimée, déportés de leur Crimée natale en 1941 par Staline et empêchés d'y retourner depuis lors, manifestent en pleine Place Rouge, à Moscou, réclamant que justice leur soit enfin rendue.
- **En février 1988**, à la surprise générale, des manifestations monstres ont lieu quotidiennement à Erevan, capitale de l'Arménie, réclamant la restitution du territoire de Nagorno-Karabakh, arménien à 75%, que Staline détacha de l'Arménie au profit de l'Azerbaïdjan, en 1923. Le conflit perdure: au moment d'écrire ces lignes (début juin 1989), un cinquième cycle de grèves générales et de manifestations de masse secoue l'Arménie.
- **En avril-juin 1988**, des "fronts populaires" sont créés dans les républiques baltes d'Estonie, de Lituanie et de Lettonie. Ouvertement indépendantistes, ils balaient les élections de mars 1989 pour le Congrès du peuple, récoltant jusqu'à 80% des sièges. Leur assise populaire est telle qu'ils parviennent à convaincre leur parlement républicain, jusque-là une chambre d'enregistrement du parti, de s'investir unilatéralement d'un droit de veto sur toute loi

adoptée par le parlement de l'URSS. En mai 1989, la Lituanie, la première, refuse d'appliquer une taxe sur l'entretien des routes, décrétée par Moscou.

- **En avril 1989**, des centaines de milliers de Géorgiens manifestent pour l'indépendance, mais l'événement tourne au carnage lorsque des troupes du ministère de l'Intérieur chargent la foule à coups de pelles et de gaz chimiques. La tuerie fait au moins une vingtaine de morts. Un mois plus tard, les Géorgiens sont autorisés pour la première fois à commémorer leur république indépendante de 1918-1921.

- **En mai-juin 1989**, des émeutes à caractère nationaliste éclatent dans les républiques musulmanes de Turkménie et d'Ouzbékistan.

- Pendant ce temps, la plus importante manifestation en Ukraine depuis des décennies a lieu en avril à Kiev pour commémorer le 3<sup>e</sup> anniversaire de la tragédie de Tchernobyl. Et des manifestations contre la "russification" sont signalées en Moldavie et en Biélorussie.

## LES QUESTIONS-CLÉ

Face à ce développement important de revendications nationales, le pouvoir est forcé de changer de registre. Il est maintenant admis que, loin d'avoir été "résolu" pour de bon, les problèmes nationaux se sont en fait "accumulés" pendant les périodes du "culte de la personnalité" (Staline) et de la "stagnation" (Brejnev). Les nationalistes sont préoccupés par au moins cinq de ces problèmes:

1. D'abord et avant tout, **la langue**. Ici, les parallèles avec le Québec sont étonnants. Comme les francophones du Québec, les Estoniens, Lituaniens, Lettons, Ukrainiens, Biélorusses, Moldaves, Kazaks et nombres de petites ethnies sont aux prises avec une minorité parlant la langue du peuple qui possède la supériorité numérique et politique dans l'ensemble de l'Union: le Russe. Cette minorité ne cherche pas à apprendre la langue locale et s'attend à être servie dans la langue russe. De plus, cette minorité ne cesse de grandir, puisque les autorités républicaines n'ont aucun pouvoir de contrôle sur les mouvements migratoires à l'intérieur de l'URSS. Ainsi, la minorité russe d'Estonie, de 10% qu'elle était après la guerre, est passée à 40%.

Depuis un an, cependant, le climat à l'intérieur de ces républiques assiégées par la russification a changé du tout au tout. Non seulement est-il permis de dénoncer publiquement cet état de choses, sans s'attirer les foudres du KGB, mais des lois, similaires à la Loi 101 du Québec, ont été adoptées par les parlements baltes, proclamant les langues locales langues officielles et obligeant les fonctionnaires non-baltes à apprendre la langue du peuple majoritaire dans un délai raisonnable. Des mouvements similaires en vue d'une législation stricte sur la langue ont actuellement cours en Ukraine, Moldavie, Biélorussie et Asie centrale. Il est intéressant de souligner que le Québec est régulièrement cité en exemple par ces mouvements nationalistes et que le brouhaha causé par la loi 178

a coïncidé, à quelques semaines près, avec l'adoption de la première de ces lois, en Estonie, en janvier dernier. Des mesures additionnelles sont réclamées pour protéger la langue: restriction, voire arrêt de la migration russe; service militaire réalisé sur le sol natal, et non ailleurs en URSS, afin que les troupes puissent parler leur langue maternelle. Il semble que le dernier point ait été acquis récemment. Entretemps, les minorités russes de ces républiques inondent la presse nationale de lettres plaintives, se plaignant d'être ouvertement traités d'"occupants" et d'avoir à subir de nombreuses discriminations dans leur vie de tous les jours. Ils ont même formé des mouvements en réaction aux "Fronts populaires", où ils se nomment "internationalistes".

**2. Les problèmes territoriaux.** Nagorno-Karabakh est le plus connu d'entre eux, mais au moins une bonne semidouzaine d'autres conflits sont en gestation depuis très longtemps et pourraient éclater à tout moment. L'un concerne les Géorgiens et une minorité musulmane jouissant d'un statut "autonome" à l'intérieur de la Géorgie: les Abkhazes. Ces derniers veulent se rattacher à la Russie et c'est cette pomme de discorde qui a été à l'origine des manifestations d'avril dernier, avant qu'elles ne se transforment en revendications nationalistes pour les Géorgiens eux-mêmes, avec les conséquences que l'on sait.

Un problème territorial d'un autre ordre a trait à ces peuples qui furent déportés en masse par Staline pendant la guerre vers la Sibérie ou l'Asie centrale et à qui le rapatriement fut toujours refusé depuis (contrairement à d'autres peuples victimes, tels les Tchétchènes et les Ingouches de Transcaucasie, qui purent retourner chez eux pendant la déstalinisation). Nous avons déjà mentionné les Tartares de Crimée et les Allemands de la Volga. Les premiers étaient étroitement liés au mouvement pour les Droits de l'Homme, dans les années 60; les derniers viennent de se regrouper en organisation nationale, depuis mars 1989. Un troisième peuple en exil intérieur, les Meskhètes de Géorgie, vient d'être mêlé à des émeutes en Ouzbékistan, en juin 1989.

**3. La décentralisation économique.** Jusqu'à présent, toutes les décisions d'importance dans le secteur économique étaient prises à Moscou. Par exem-

ple, Moscou décidait d'implanter une centrale nucléaire en Arménie et les autorités locales devaient obtempérer. Moscou décidait de transformer l'Ouzbékistan en une monoculture de coton et les autorités locales devaient marcher en rang. Moscou décidait d'exporter la plupart des ressources d'une république et les autorités locales ne pouvaient qu'obéir. Mais Gorbatchev désire décentraliser l'économie soviétique afin de la sortir de son marasme grandissant. Les républiques baltes, toujours en ligne de front, en ont profité pour émettre des revendications pour le moins ambitieuses: transfert de propriété de tous les biens du pouvoir central au pouvoir républicain (incluant l'air, l'eau, la mer et la terre); création d'une citoyenneté et d'une monnaie républicaines, introduction de l'entreprise privée, réglemantée strictement par le pouvoir républicain. Ces intentions demeurent à l'état déclaratoire pour l'instant, mais le message est clair.

**4. Les "taches blanches" de l'Histoire.** L'URSS traverse actuellement sa deuxième période de déstalinisation et la défalsification de l'Histoire intéresse tout autant les minorités nationales que les Russes qui, il faut bien l'admettre, n'ont pas moins souffert que les autres peuples depuis la Révolution de 1917. Réhabilitation de figures politiques et culturelles, publication de textes longtemps censurés, découverte de charniers (en Ukraine, Biélorussie et autres) contenant les corps de centaines de milliers de victimes de la répression des années '30 - le mouvement de repossession de chaque histoire nationale bat son plein. Les Baltes, toujours à l'avant-garde, cherchent actuellement à faire reconnaître par le Kremlin le caractère forcé de leur adhésion à l'Union (en 1940, à la suite des accords secrets Staline-Hitler).

**5. L'écologie.** Il est très intéressant de constater que les peuples de la périphérie ont tous commencé à se mobiliser autour de questions écologiques. Avant 1987, il n'était tout simplement pas possible de manifester en URSS, le KGB brisant les manifestations en quelques minutes. Puis le pouvoir a commencé à montrer plus de tolérance, et les premières manifs importantes ont eu lieu pour protester contre la construction de centrales nucléaires, la pollution de cours d'eau, la pollution de l'air, etc. Dans pratiquement toutes les républi-

ques, les revendications pour la protection de la nature se sont vites élargies pour inclure les demandes énoncées ci-haut: langue, territoire, décentralisation économique, déstalinisation.

## L'UKRAINE À SURVEILLER

L'explosion des revendications nationales conduira-t-elle à l'éclatement de l'Empire? L'expression politisée de la conscience nationale conduira-t-elle nécessairement au séparatisme? Il est clair que c'est ce que désirent les Baltes, mais il faut bien reconnaître que leurs cas est un peu exceptionnel, étant les seuls peuples de l'Union à avoir connu une longue période, récente, d'indépendance (entre les deux guerres). Il n'est pas sûr que la majorité des autres peuples désirent vraiment l'indépendance totale, mais le sentiment général est très certainement en faveur d'un nombre accru de pouvoirs, en faveur de la création d'une véritable fédération fondée sur le droit, et non sur l'omnipotence du parti communiste, dont les principaux dirigeants, il est important de le noter, sont presque exclusivement russes.

En dépit de toutes les turbulences nationalistes qui ont marqué l'URSS depuis deux ans, les débordements les plus redoutés ne se sont pas encore manifestés: comme la mobilisation des Ukrainiens, la plus forte minorité de l'Union, constituant plus de 15% de la population, et la montée de l'intégrisme musulman en Asie centrale. Si la plupart des experts ne croient pas à cette dernière possibilité, à moyen terme, beaucoup prédisent, en revanche, que ce n'est qu'une question de temps avant que l'Ukraine ne se réveille. Et les Ukrainiens, à l'instar des Québécois, ont deux atouts que les autres peuples n'ont pas: la masse critique (il y a un million d'Estoniens pour 42 millions d'Ukrainiens) et l'importance économique. Ce n'est pas pour rien que le seul dirigeant d'importance de l'ancien régime laissé en poste par Gorbatchev est le premier secrétaire de l'Ukraine, Volodimir Shcherbitski, dont le régime de fer perdure depuis 17 ans. Les événements potentiels en Ukraine pourraient être porteurs de grands changements en URSS. ■

(1) À ne pas confondre avec le marxisme ni les stalinistes.

André Arel est étudiant de doctorat en sociologie à l'Université d'Illinois, E.-U.



## LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE: UNE FORME DE RÉSISTANCE RADICALE MAIS NON-VIOLENTE

par Julie PERREAULT

Lundi 23 mai. La brume enveloppe les édifices du centre-ville. Angle Jeanne-Mance et Maison-neuve, un attroupement se forme. Ils sont plusieurs centaines qui s'entassent lentement dans des autobus jaunes (scolaires). Malgré le bruit des moteurs, on entend jaillir de toutes parts des conversations très diverses. Cela témoigne bien des différents types de personnes qui s'en vont à Ottawa: pacifistes, écologistes, anarchistes, chrétien-ne-s, francophones, anglophones, autochtones, latinos... Pourtant, un idéal les unit: le respect de la vie, de la dignité des personnes. Ces hommes et ces femmes s'en vont dire aux gouvernants de ce pays: "Assez, c'est assez!" Non à la violence, non à la guerre ici et dans les pays du tiers-monde. "Non à la tenue d'une foire aux armes... ARMX, va t'en!"

### ARMX OU COMMENT PRÉPARER LA GUERRE

Mais quelle est donc cette foire aux armes qu'on appelle ARMX? Ce qu'on peut en dire, c'est qu'elle est un "événement" international, qui se tient tous les deux ans au Canada et qui vise à exposer et vendre du matériel à vocation militaire. Tant pour les fabricants d'armes canadiens que pour le gouvernement et les Forces armées canadiennes, c'est une occasion majeure de faire connaître leurs principales découvertes et "prouesses technologiques".



JEAN-HUGUES ROY

En fait, on expose différentes choses: équipement d'entraînement et de simulation, chars d'assaut, véhicules blindés, hélicoptères et obusiers.

Au nombre des exposants d'ARMX 87 on retrouvait principalement des compagnies canadiennes, telles que: Boeing of Canada, CAE Electronics, Canadian Marconi, Atlantis Aerospace, etc. Quelques exposants étrangers (Autriche, Hong Kong, Israël...) s'y trouvaient aussi.

### ARMX OU LE RENDEZ-VOUS DU JET SET DE LA GUERRE!

Mais à qui peut bien s'adresser une telle exposition? Certainement pas au public canadien, qui n'y est d'ailleurs pas invité. En fait, on y accueille 10 000 personnes dont une majorité sont d'officiers militaires. Des hommes (et peut-être quelques femmes?) qui, pour la plupart, proviennent de pays où on viole les droits humains; où des guerres civiles tuent des

hommes, des femmes, des enfants innocents; où de grands propriétaires terriens maintiennent un climat de terreur grâce, entre autres, aux armes canadiennes. En 1987, des pays tels le Chili, la Corée du Sud et Taïwan y ont envoyé des délégations.

### DIRE NON PAR L'ACTION

Complices. Complices si nous nous taisons, si nous fermons les yeux devant la venue de dictateurs, en sol canadien. Complices? Non. Ces milliers de manifestant-e-s, en route vers Ottawa ne l'étaient pas. Encore moins, ces quelques 150 personnes qui ont participé à la désobéissance civile. Hommes et femmes décidé-e-s à crier leur révolte, à obstruer l'entrée de la foire d'ARMX, décidé-e-s à affirmer publiquement leur désaccord face au système. Porté-e-s pour la plupart par un idéal qui veut que tous les humains aient la vie et la possède en abondance.

Pour celles que j'ai rencontrées, cette action non-violente s'inscrit dans une recherche de cohérence entre le discours et la pratique, entre l'analyse de la société et le projet de transformation. Elles en parlent en ces termes: "C'est faire un pas plus loin, t'es plus impliquée. Ça donne l'occasion d'aller au bout des convictions, de faire quelque chose qui est lié à ce que tu crois".

En les écoutant me parler de leur expérience, j'ai l'impression de voir, au fond de leurs regards, des images troublantes du Salvador, du Guatemala, du Chili, d'Afrique du Sud. J'ai l'impression d'entendre dans leurs voix solidaires, l'écho de cris d'enfants affamés de justice. À travers leur action radicale, j'ai l'impression de voir se tisser les liens entre différentes luttes de libération qui s'animent dans le monde. Peut-être n'est-ce là que mon imagination mais je crois qu'il y a plus. À leur contact, on sent

une détermination, une assurance, presque une sérénité. On devine un engagement qui s'approfondit chaque jour davantage.

L'expérience, ou plutôt le séjour en prison, y a sûrement joué un rôle. Claude en parle ainsi: "Tu agis sur ton pays, là où tu as le pouvoir d'intervenir. C'est pas juste en solidarité lointaine mais concrète." Johanne ajoute: "Le fait d'être en prison enracine tes options. Tu réalises davantage la répression, la violence de notre société. Tu te rapproches beaucoup de la situation des marginalisé-e-s, des gens qui subissent de la violence au quotidien. C'est une grosse prise de conscience qui s'ajoute à celle qu'on avait déjà."

Accepter de faire une désobéissance civile, c'est exigeant. L'action commence par une formation à la non-violence. Temps de discernement pour vérifier l'assurance de chacun-e et bien informer de toutes les conséquences que peut avoir une telle action. Ensuite, c'est l'action, puis l'arrestation qui suit rapidement. L'attente, les procédures et l'établissement d'un casier judiciaire prennent la relève, durant les heures qui suivent. Après la libération (entre quelques heures à trois jours plus tard), c'est le procès et la préparation de la défense. Pour Sylvie, au départ, c'était une décision éthique et de cohérence: "Lorsque tu portes des idées de changement et



JEAN-HUGUES ROY

d'amélioration des sociétés, il vient un temps où tu sens le besoin d'agir de façon plus radicale. Maintenant, après cette première action de désobéissance, je réalise que c'est un moyen stratégique pour revendiquer une société nouvelle et dire non à cette organisation violente."

### LIBRES ET RADICALES

De ma rencontre avec ces quatre femmes qui ont participé à cette action non-violente, il se dégage un souffle de force, une énergie nouvelle.

Femmes belles et libres du dedans, elles témoignent de la possibilité de faire bouger "l'empire dominant". Même si

pour un temps, on a osé mettre leurs corps en prison, leurs idées sont demeurées libres et progressistes.

Vent d'espoir qui interpelle nos principes, nos convictions, notre engagement. Au prochain rendez-vous, j'ose rêver que nous serons du nombre et que nous serons plusieurs à leurs côtés...■

Sources: Sanders, Richard, ARMX: l'exposition militaire de calibre international (feuillelet d'information).

\*\* Merci à Claude Majeau, Johanne Bouffard, Raymonde Fortier et Sylvie Bonin pour leurs témoignages.



## UNE INFORMATION BRANCHÉE ET ACCESSIBLE

- Un numéro: 2,80\$
- plus 70¢ de frais de poste
- Abonnement d'un an (8 n<sup>os</sup>) 18\$
- Abonnement de 2 ans 32\$
- À l'étranger (1 an) 23\$
- Abonnement de soutien 25\$
- Spécial étudiant et sans emploi 13\$

Ci-inclus \_\_\_\_\_ \$ pour \_\_\_\_\_  
 Nom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

À l'ordre de: Revue Vie Ouvrière  
 1212 rue Panet  
 Montréal, Qc. H2L 2Y7  
 (514) 523-5998

**AU COEUR  
DES SERVICES  
PUBLICS**

**Plus de 130 000  
personnes**



***en mouvement  
avec la CEQ!***



Centrale  
de l'enseignement  
du Québec



## Pour un avenir à **notre** façon

"La mission quotidienne de la CSN demeure la défense et la promotion des intérêts de nos membres et aussi de celles et ceux qui, sans être membres, partagent la même situation; l'amélioration de leurs conditions de travail et de salaire et de leur qualité de vie; la bonification, enfin, des lois et règlements par nos propositions, nos revendications, nos actions."

**Gérald Larose**, président  
(Extrait du discours d'ouverture  
du 54e congrès de la CSN - juin 1988)

## PARTOUT AU QUÉBEC

### CHANDLER

(Gaspésie-Ile de la Mad.)  
165, rue Commerciale ouest  
Chandler G0C 1K0  
(418) 689-2294

### CHICOUTIMI

(Saguenay Lac St-Jean)  
73, rue Arthur Hamel sud  
Chicoutimi G7H 3M9  
(418) 549-9320

### DRUMMONDVILLE

480, rue St-Jean  
Drummondville J2E 5L6  
(819) 478-8158

### GRANBY

371, rue St-Jacques  
Granby J2G 3N5  
(514) 372-6830

### HAUTERIVE

(Côte-Nord)  
999, rue Comtois  
Hauterive G5C 2A5  
(418) 589-2069/589-2608

### HULL

(Outaouais)  
84, rue Lois  
Hull J8Y 3R4  
(819) 771-7447

### JOLIETTE

(Lanaudière)  
190, rue Montcalm  
Joliette J6E 5G4  
(514) 759-0762

### MONTRÉAL

1601, ave. de Lorimier  
Montréal H2K 4M5  
(514) 598-2021

### QUÉBEC

155, boul. Charest est  
Québec G1K 3G6  
(418) 647-5700

### RIMOUSKI

(Bas St-Laurent)  
124, rue Ste-Marie  
Rimouski G5L 4E3  
(418) 723-7811

### SEPT-ÎLES

690, boul. Laure,  
Suite 10  
Sept-Îles G4R 4N8  
(418) 962-5571

### SHAWINIGAN

791, 5e rue,  
CP 7  
Shawinigan G9N 6T8  
(819) 536-4433

### SHERBROOKE

180, rue Acadie  
Sherbrooke J1H 2T3  
(819) 563-6515

### SOREL

900, rue de l'Église  
Tracy J3R 3R9  
(514) 743-5502

### ST-HYACINTHE

(Richelieu-Yamaska)  
2425, rue Dessaulles  
St-Hyacinthe J2S 2V2  
(514) 774-5363

### ST-JEAN

(Haut-Richelieu)  
1025, boul. du Séminaire Nord  
suite 200  
St-Jean-sur-Richelieu J3A 1K3  
(514) 348-4965

### ST-JÉRÔME

(Laurentides)  
289, rue de Villemure, 2e étage  
St-Jérôme J7Z 5J5  
(514) 438-4196

### THETFORD-MINES

908, avenue Labbé  
Thetford-Mines G6G 2A8  
(418) 338-3159

### TROIS-RIVIÈRES

550, rue St-Georges  
Trois-Rivières G9A 2K8  
(819) 378-5419

### VAL D'OR

(Nord Ouest québécois)  
400, rue des Distributeurs  
CP 1390  
Val d'Or J9P 4P8  
(819) 825-6137

### VALLEYFIELD

(Sud-Ouest québécois)  
350, boul. Mgr Langlois  
Grande Île J6S 4V3  
(514) 371-5555

### VICTORIAVILLE

(Bois-Francs)  
110, rue Laurier Est  
Arthabaska G6P 6R1  
(819) 357-8257

### LANORAIE

356, rue Notre-Dame  
CP 460  
Lanoraie J0K 1E0  
(514) 887-2336

